

6-3-C

LES RESEAUX

Assainissement, Eaux Pluviales, Eau potable et Sécurité Incendie

6-3A – Cf plans joint en Annexes

6-3A : Plan du réseau d'eau potable au 1/7500^{ème}

6-3B – Cf plans joint en Annexes

6-3B Nord : Plan du réseau d'Assainissement au 1/5000^{ème}

6-3B Sud : Plan du réseau d'Assainissement au 1/5000^{ème}

6-3C – **NOTES CONCERNANT LES RESEAUX**

Assainissement, Eaux pluviales, Eau potable et Sécurité incendie

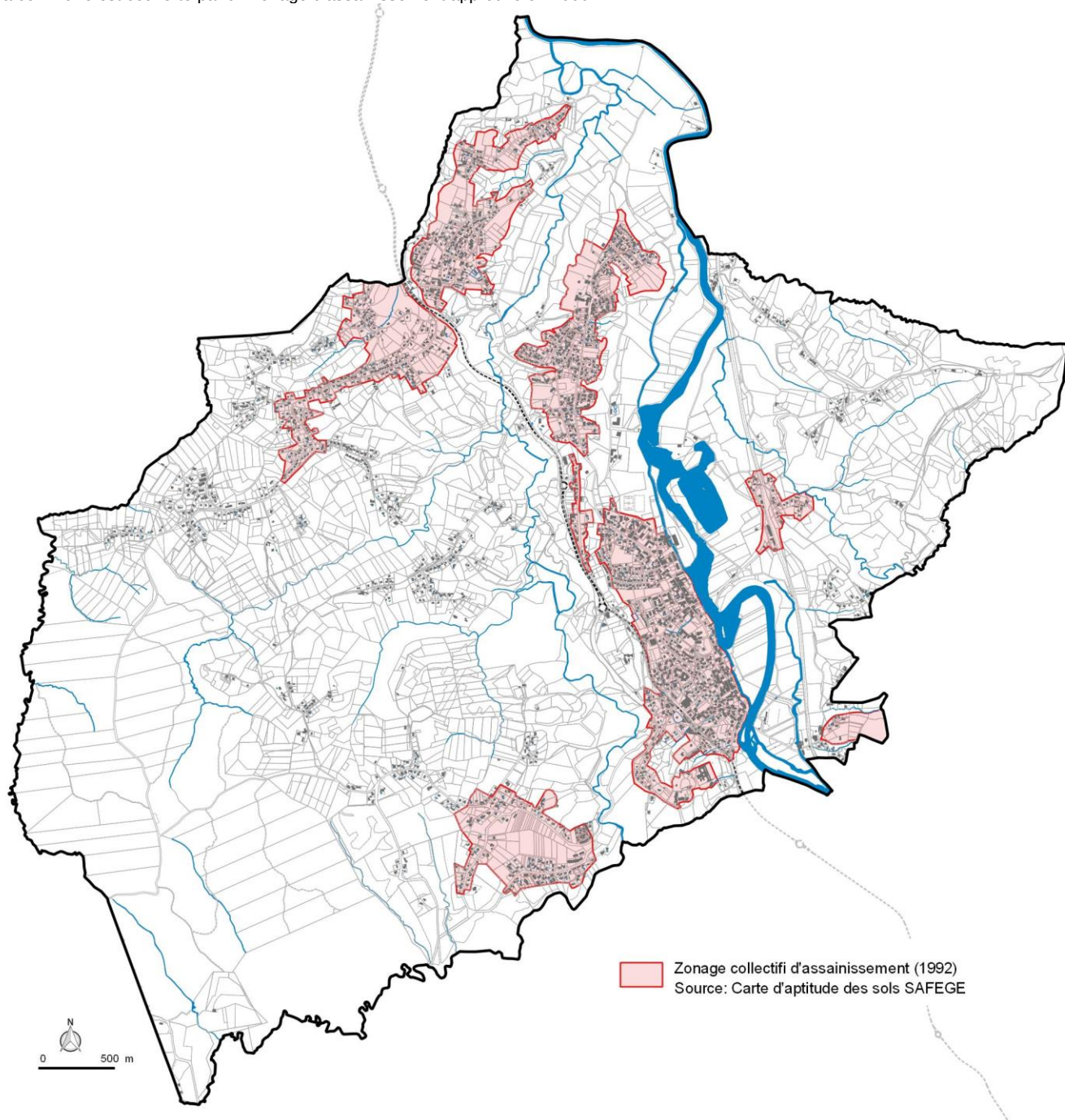
LE RESEAU d'ASSAINISSEMENT et d'EAUX PLUVIALES

L'assainissement collectif

La collectivité a prévu l'actualisation du schéma directeur d'assainissement qui a été lancé en 2017 (diagnostic finalisé prévu pour septembre 2018).

La compétence de l'assainissement collectif est confiée à la CAPB dans le cadre d'un affermage avec la société Suez (échéance 2020). Il en est de même pour la compétence assainissement non collectif.

La commune est couverte par un zonage d'assainissement approuvé en 2000.



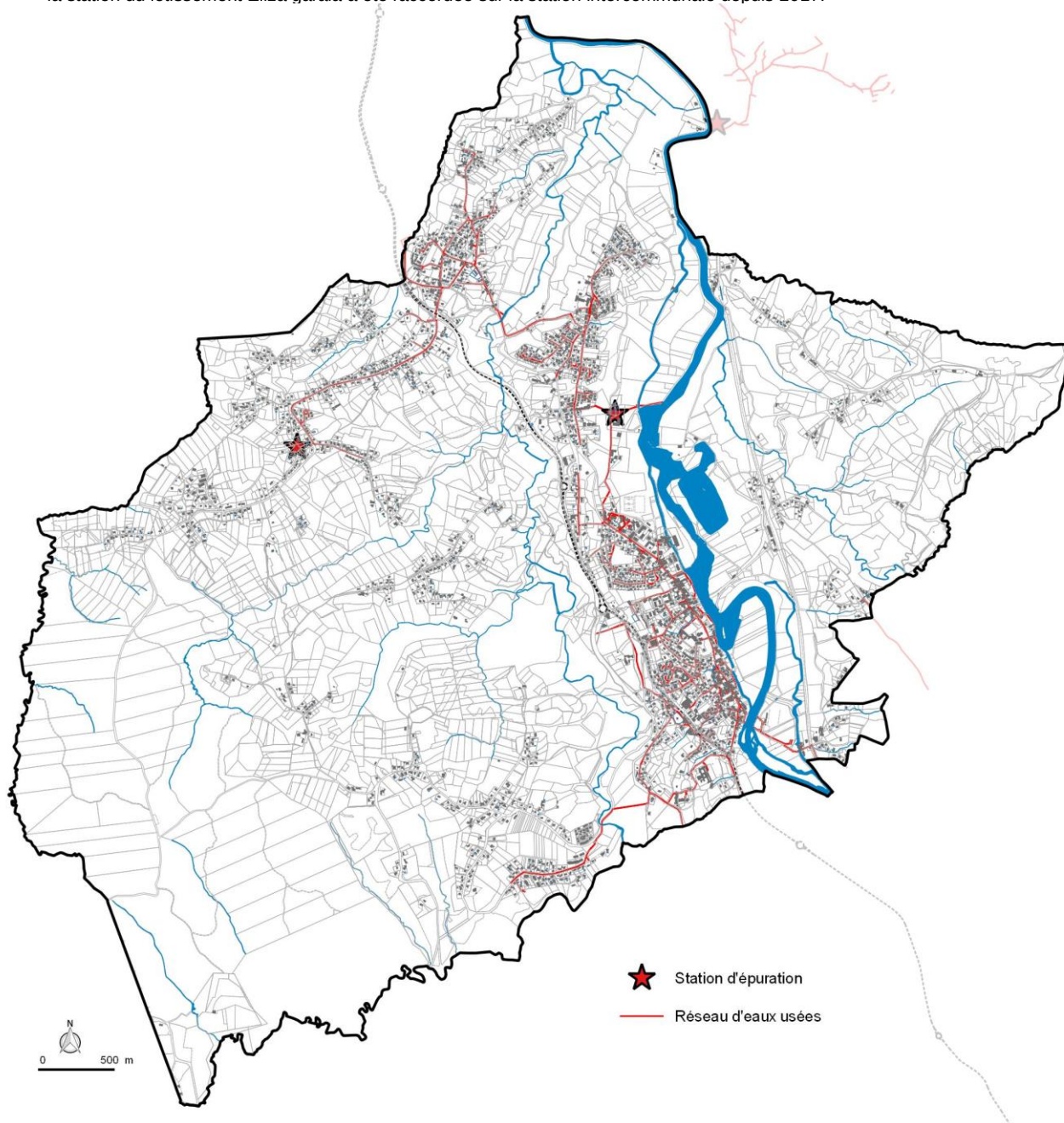
Emprise du zonage d'assainissement collectif

Le réseau collectif et les raccordements

Le réseau d'assainissement collectif est majoritairement séparatif, il dessert l'ensemble des secteurs urbains et se déploie sur près de 27 473 m hors refoulement (7 879,5m de refoulement).

La commune compte plusieurs équipements alimentés par ces réseaux :

- la station d'épuration est intercommunale : elle dessert la zone de Planuya (Arcangues), et une partie des communes de Jatxou, Halsou, Larressore.
- La station du lotissement Hemeretziak
- la station du lotissement Eliza garaia a été raccordée sur la station intercommunale depuis 2017.



Cartographie du réseau d'assainissement collectif

Les postes de relèvement

La commune dispose de 16 postes de relèvements.

Les postes de relèvement se révèlent très sensibles aux eaux claires parasites (nombreux déversement dans le milieu naturel).

Les enregistrements en 2014 font apparaître une présence d'eaux claires parasites permanentes (nappe, source) et une incidence prononcée des eaux claires météoriques. Des recherches associées à des inspections caméra et tests à la fumée ont été réalisées sur le secteur amont du PR Mochkoenea étant donné la concentration en ECP mesurées. Les résultats ont mis en évidence de nombreuses anomalies dont des non conformités en partie privatives (raccordements non conformes et défauts d'étanchéité de réseaux privés), des détériorations de l'étanchéité de boîte de branchements. Une restitution précise sera faite à la Collectivité sur ce secteur avec un programme de travaux et d'actions auprès des clients concernés.

Les postes de relevages sont équipés de système de télésurveillance.

Inventaire des installations de relevage					
Commune	Site	Année de mise en service	Débit nominal	Unité	
USTARITZ	PR Ball Trap	2002	14	m³/h	
USTARITZ	PR Bustinkarika	2012		m³/h	
USTARITZ	PR Couvent	1986	85	m³/h	
USTARITZ	PR Elizagaraya	2014		m³/h	
USTARITZ	PR Errepieta	2011	15	m³/h	
USTARITZ	PR Etxehasia	2002	18	m³/h	
USTARITZ	PR Harambillet	1994	25	m³/h	
USTARITZ	PR Landa Handi	1990		m³/h	
USTARITZ	PR Landa Xokoan	2009		m³/h	
USTARITZ	PR Landagoyen	1994	25	m³/h	
USTARITZ	PR Marisuenia	1992	18	m³/h	
USTARITZ	PR Mikelenea	2006	10	m³/h	
USTARITZ	PR Mochkoenea	1990	26	m³/h	
USTARITZ	PR Pyrénées	1986	38	m³/h	
USTARITZ	PR Xantxinea	2006	24	m³/h	
USTARITZ	PR Xoppolo	2009	25	m³/h	

Les raccordements

Au 31/12/2016, le nombre de branchements d'Ustaritz est de 1354.

En 2016, le réseau se connecte à trois stations d'épurations :

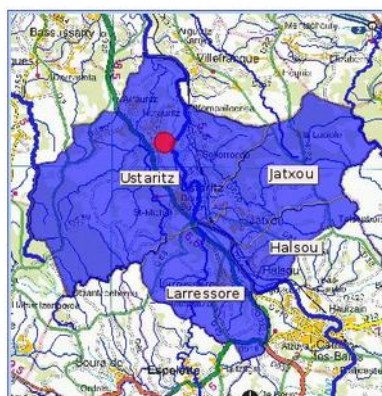
- la station d'épuration intercommunale dessert 4120 abonnés en 2016 habitants dont 83 sur Halsou, 356 sur Jatxou, et 1286 sur Larressore

Cette station présente des raccordements d'activité située sur Planuya notamment.

La commune compte de nombreux établissements qui génèrent des effluents, que ce soit les écoles, collèges et les établissements médicaux-sociaux (maison de retraite...).

Station intercommunale

Code de la STEP : 0564547V004
 Nom du maître : SYNDICAT MIXTE ASSAINISSEMENT
 d'ouvrage de la STEP : COLLECTIF ET NON COLLECTIF URA
 Nom de l'exploitant de la STEP :
 Date de mise en service : 26 avril 2005
 Date de mise hors service :
 Niveau de traitement : Secondaire bio (Ntk et Pt phy-chi)
 Capacité : 12 500 éq-hab.



La station est conforme en équipement et fonctionnement en 2016.

Chiffres clés 2015/2016 :

Charges en entrée :

Kg/j	DBO5	DCO	MeS	NG	Pt
Charge moyenne	331 Kg/j soit 44 % du nominal	739 Soit 49%	363	82	9
Maximum	6300 soit 52.5% nominal				

Débit entrant moyen : 1176 m3/j (63% du nominal) (50 dépassements par temps pluie)

Production de boues : 78 tMS/an – charge maximale entrée : 6300 EH

Caractéristiques nominale du système de traitement

Capacité nominale (ég/hab)	12 000
Charge nominale (KgDBO5/j)	720
Débit nominal (m³/j)	1 860
Niveau de rejet : DBO5	46,5 kg/j ou 25 mg/l
DCO	232,5 kg/j ou 125 mg/l
MES	65,1 kg/j ou 35 mg/l
NGL	27,9 kg/j ou 15 mg/an
Pt	10 kg/j ou 5 mg/an
Milieu récepteur	Nive
Puissance électrique (KW)	156
Groupe électrogène	Non
Télésurveillance	Oui
Niveau de rejet	DBO5 : 25 mg/l ou rendement de 60% et 46,5 kg/j en flux DCO : 125 mg/l ou rendement de 40% et 235.5 kg/j en flux MES : 35 mg/l ou rendement de 60% et 65,1 kg/j en flux NGL : 15 mg/l et 27,9 kg/j en flux Pt : 5mg/l et 10 kg/j en flux

Cette station d'épuration dispose d'une capacité de 12 000 équivalents habitants mise en service en 2005 en filière boue activée aération prolongée.

En outre, elle possède comme traitement spécifique, une désodorisation biologique de l'air et unité de saphyrisation des boues permettant de stopper leur fermentation.

En 2015 elle a été équipée d'un traitement tertiaire par rayons UV, ultime étape avant le rejet des eaux traitées dans la Nive. Cette étape permet la destruction des bactéries résiduelles par contact avec un rayonnement Ultra-Violet.

Les boues sont centrifugées puis compostées.

Milieu récepteur

Le milieu de rejet est la rivière : La Nive
Masse d'eau : La Nive du confluent de la Nive des Aldudes au confluent du Latsa (forts enjeux sur la qualité des eaux, voir chapitre ressources)

Exploitation de la station de traitement

Bilans 24 h et synthèse SIEAG 2016, données CAPB septembre 2018

Bilans 24h de :

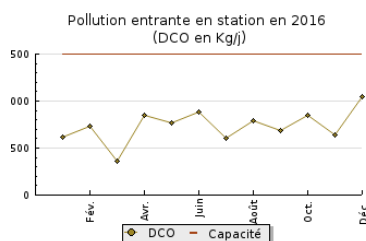
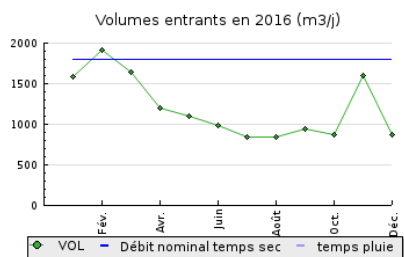
- Décembre 2014 : pluie importante ayant conduit à un volume entrant de 90% de la capacité hydraulique pour un remplissage organique de 40%. Rejet est de bonne qualité et les rendements satisfaisants. La population raccordée équivalente a été estimée à 4 736 eq/hab. en organique
- Mai 2015 : le bilan indique un rejet de bonne qualité et un bon rendement épuratoire, avec un taux de remplissage de 56% en hydraulique et 40% en organique (5300 ég/hab correspondant à près de 2900 abonnés)
- Août 2016 : Un volume de 770 m3/j a été collecté le jour du bilan ; il représente environ 5 100 EH hydrauliques sur la base de 150 L/hab/j). Ce volume est en adéquation avec ceux habituellement mesurés par temps sec. L'effluent brut est normalement concentré (DCO : 1 080 mg/l). Le flux de pollution collecté, évalué à partir des paramètres organiques (DCO, DBO5), représente environ 5 800 EH. Au cours de ce bilan, la station a fonctionné avec les taux de charge suivants : hydraulique : 37%, organique : 44%. La station d'épuration fonctionne le jour du bilan avec un taux de remplissage de 45% environ. Elle a traité un flux de pollution de 5 800 EH organiques. Son fonctionnement est satisfaisant. Le rejet est de bonne qualité.
- Février 2017 : Compte tenu du contexte pluvieux au moment de la mesure, le volume d'eaux usées parvenues à la station est de 2 155 m3/j, soit environ 3 fois le débit de temps sec mesuré habituellement. Des déversements se sont également produits sur le réseau de collecte. L'effluent brut est très dilué (DCO : 170 mg/l). Le flux de pollution collecté, représente environ 2 400 EH. Au cours de ce bilan, la station a fonctionné avec les taux de charge suivants : Hydraulique : 105% - Organique : 18%. Le bilan n'est pas représentatif. Des pertes de pollution se sont également produites sur le réseau de collecte.
- Octobre 2017 : Le volume d'eaux usées collectées est de 828 m3/j ; ce débit est en adéquation avec ceux habituellement mesurés par temps sec (800 à 900 m3/j). L'effluent brut est normalement concentré (DCO : 978 mg/l). Le flux de pollution collecté, représente environ 5 500 EH organiques. Au cours de ce bilan, la station a fonctionné avec les taux de charge suivants : Hydraulique : 40% - Organique : 37% sur la DBO5 ; 48% sur la DCO. Le rejet est de très bonne qualité. Les rendements épuratoires sont supérieurs à 98% sur les paramètres carbonés (DCO, DBO5), azotés et les matières en suspension. L'abattement sur le phosphore est de 91%. La station a traité au cours du bilan un flux de pollution représentant environ 5 500 EH organiques. Ce flux est en adéquation avec ceux habituellement mesurés. La station fonctionne bien ; le rejet est de bonne qualité.
- Synthèse SIEAG 2016 et données gestionnaire Suez

Paramètres	Pollution entrante		Rendement	Pollution sortante	
	Charge	% Capacité		Charge	Concentration
VOL	1 201 m3/j	67 %		1 240 m3/j	
DBO5	275 Kg/j	37 %	82 %	50 Kg/j	18 mg/l
DCO	736 Kg/j	49 %	82 %	132 Kg/j	55 mg/l
MES	339 Kg/j		85 %	51 Kg/j	19 mg/l
NGL	76 Kg/j		78 %	17 Kg/j	7,5 mg/l
NTK	76 Kg/j		80 %	15 Kg/j	5,9 mg/l
PT	8,6 Kg/j		60 %	3,5 Kg/j	2,4 mg/l

sieag

Charges entrantes (kg/j)			
STEP Communale d'Ustaritz	2015	2016	NN-1 (%)
DBO5	302,5	557,7	84,4%
DCO	711,9	1 453,9	104,2%
MeS	340,9	667,7	95,9%
NG	88,9	159,4	79,4%
Pt	9,7	17,7	81,9%

Suez



Le bilan annuel 2016 indique que la station collecte entre 9 295 (données gestionnaire) et 4583 équivalents-habitants (données sieag). Au global la station fonctionne à près de la moitié de sa capacité organique. Les bilans MATEMA d'octobre 2017 montrent une charge de l'ordre de 5500 eq/hab.

Les données du portail SIEAG sont très différentes des éléments du rapport du délégataire. Une étude expérimentale réseau intelligent est mise en place pour étudier la problématique des eaux claires intrusives. En effet, en 2016, le débit de référence a été dépassé 43 fois.

Un bassin tampon de 250 m3 au droit du poste de refoulement « Xopolo » à Ustaritz a été implanté pour lisser le débit entrant à la station

La télésurveillance des postes de refoulement permet une intervention rapide.

Conclusion

La capacité résiduelle de la station d'épuration peut-être estimée à environ 6 000/6500 équivalent-habitants hors problèmes hydrauliques qui devront être résolus prochainement. S'il n'existe pas de clé de répartition, la collectivité a prévu, à l'horizon 2025 :

+ 238 eq/hab pour Halsou, +291 eq/hab pour Jatxou, +1200 eq/hab pour Larressore, +1500 eq/hab pour Ustaritz

Les problèmes hydrauliques devront être améliorés.

La station du lotissement Hemeretziak

Code de la STEP : 0564547V001
 Nom du maître : SYNDICAT MIXTE ASSAINISSEMENT
 d'ouvrage de la STEP : COLLECTIF ET NON COLLECTIF URA
 Nom de l'exploitant de la STEP :
 Date de mise en service : 01 février 1980
 Date de mise hors service :
 Niveau de traitement : Secondaire bio (Ntk)
 Capacité : 100 éq-hab.



Cette station d'épuration dispose d'une capacité de 100 équivalents habitants mise en service en 1980 en filière boue activée aération prolongée.

Les boues sont traitées à la station d'épuration intercommunale d'Ustaritz

Milieu récepteur

Le milieu de rejet est le ruisseau d'Urdainz (Masse d'eau) (forts enjeux sur la qualité des eaux, voir chapitre ressources)

Raccordements communaux :

10%, 100%

Chiffres clés 2015/2016 :

Charges en entrée :

Kg/j	DBO5	DCO	MeS	NG	Pt
Charge moyenne	2,3 Kg/j soit 38 % du nominal	5,6 Soit 47%	2,3	0,6	0,1
Maximum	nc				

Caractéristiques nominale du système de traitement

Capacité nominale (ég/hab)	100
Charge nominale (KgDBO5/j)	6
Débit nominal (m³/j)	15
Niveau de rejet : DBO5	≤ 35 mg/an ou rdt 60%
DCO	Rdt 60%
MES	Rdt 50%
NGL	-
Pt	-
Milieu récepteur	Ruisseau
Puissance électrique (KW)	6
Groupe électrogène	Non
Télésurveillance	Non

Exploitation de la station de traitement

Bilans 24 h (novembre 2015) et synthèse SIEAG 2016

Bilans 24h de :

- novembre 2015 : le bilan indique un rejet de bonne qualité et un bon rendement épuratoire, avec un taux de remplissage de 53% en hydraulique (8m3/j) et 34% en organique (34 ég/hab)
- Synthèse SIEAG 2016

Paramètres	Pollution entrante		Rendement	Pollution sortante	
	Charge	% Capacité		Charge	Concentration
VOL	7,5 m3/j	50 %		7,5 m3/j	
DBO5	2,3 Kg/j	39 %	309 mg/l	0,2 Kg/j	31 mg/l
DCO	5,6 Kg/j	47 %	749 mg/l	0,6 Kg/j	75 mg/l
MES	2,3 Kg/j		313 mg/l	0,2 Kg/j	31 mg/l
NGL	0,6 Kg/j		80 mg/l	0,6 Kg/j	80 mg/l
NTK	0,6 Kg/j		80 mg/l	0,2 Kg/j	28 mg/l
PT	0,1 Kg/j		11 mg/l	0,1 Kg/j	6,7 mg/l

Le bilan 2016 indique que la station collecte près de 50 équivalents-habitants. Au global la station fonctionne à 50% de sa capacité hydraulique et 47% de sa capacité organique. Les dépassements ponctuels lors d'événements pluviaux seront évités car la CAPB prévoit un programme de travaux visant à réduire les eaux claires parasites.

La station du lotissement Elizagarraia a été raccordée à la station d'Ustaritz intercommunale

De fait environ 50 équivalent-habitants ont été raccordés sur la station d'épuration intercommunale.

Conclusion

Le système d'assainissement est composé :

- d'une unité de 100 ég/hab qui permet une marge de branchement de plus de 50 équivalent-habitants.
- De la station intercommunale d'Ustaritz qui présente un résiduel estimé à environ **6000/6500 eq/hab en 2016 dont environ 1500 ég/hab réservés à Ustaritz à l'horizon 2025.**
- **Les travaux d'amélioration du réseau au regard des eaux claires parasites sont prévus**

L'assainissement non collectif

Source : URA, SAFEGE

La commune a délégué la compétence de l'assainissement autonome à la CAPB.

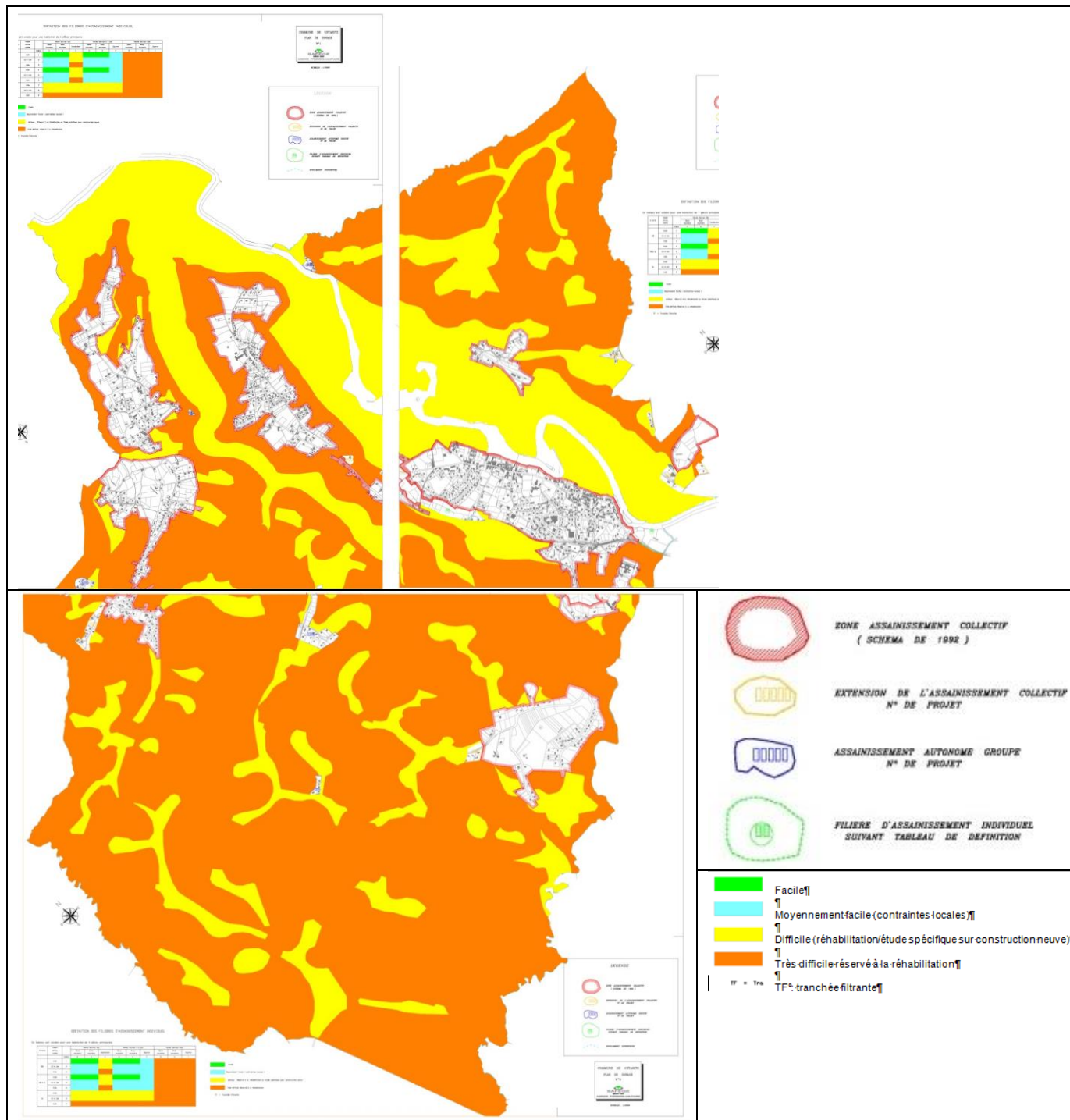
En 2015, la commune compte 742 installations en autonome avec un taux de conformité de 76%.

En 2016, la commune comporte 763 (+21 par rapport à 2015) installations en autonome avec un taux de non pollution de 71%. En 2017, 321 installations étaient considérées non conformes. Extrait cartographique joint en annexe.

Les services de l'Etat recommandent de ne pas autoriser de nouvelles constructions en zone d'assainissement non collectif.

Une grande partie du territoire est défavorable à l'assainissement du fait des pentes et des sols peu perméables. L'enjeu de la qualité des eaux sur ce bassin versant est très fort (biodiversité, eau potable...).

En raison des fortes contraintes des sols, la majorité des parcelles ont recours à un dispositif de type filtre à sable (drainé ou non drainé).



Carte d'aptitude des sols sur la commune - Source : Commune d'Ustaritz

DEFINITION DES FILIERES D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

Ce tableau est valable pour une habitation de 4 pièces principales

K mm/h	nappe et/ou roche		Pente terrain <5%			Pente terrain 5 à 15%			Pente terrain >15%		
			Sans exutoire	Avec exutoire	Inondation	Sans exutoire	Avec exutoire	Source	Sans exutoire	Avec exutoire	Source
		Indice	a	b	c	d	e	f	g	h	i
>50	>1.5m	1									
	1.5 à 1.0m	2									
	<1.0m	3									
50 à 6	>1.5m	4									
	1.5 à 1.0m	5									
	<1.0m	6									
<6	>1.5m	7									
	1.5 à 1.0m	8									
	<1.0m	9									

La gestion des eaux pluviales

Source : PLU 2014, Schéma pluvial en cours SCE (rapport janvier 2015 et annexes)

Un schéma directeur des eaux pluviales est en cours. Son état d'avancement ne permet pas de fournir des éléments réglementaires spécifiques.

Système pluvial existant

La commune comporte un système de gestion des eaux pluviales organisé autour d'un réseau urbain et un maillage de fossés, ruisseaux qui permettent d'orienter les eaux pluviales vers des exutoires.

Le réseau d'eaux pluviales d'Ustaritz s'étend sur environ 67 km de conduites et fossés, dont près de 25 km de canalisations

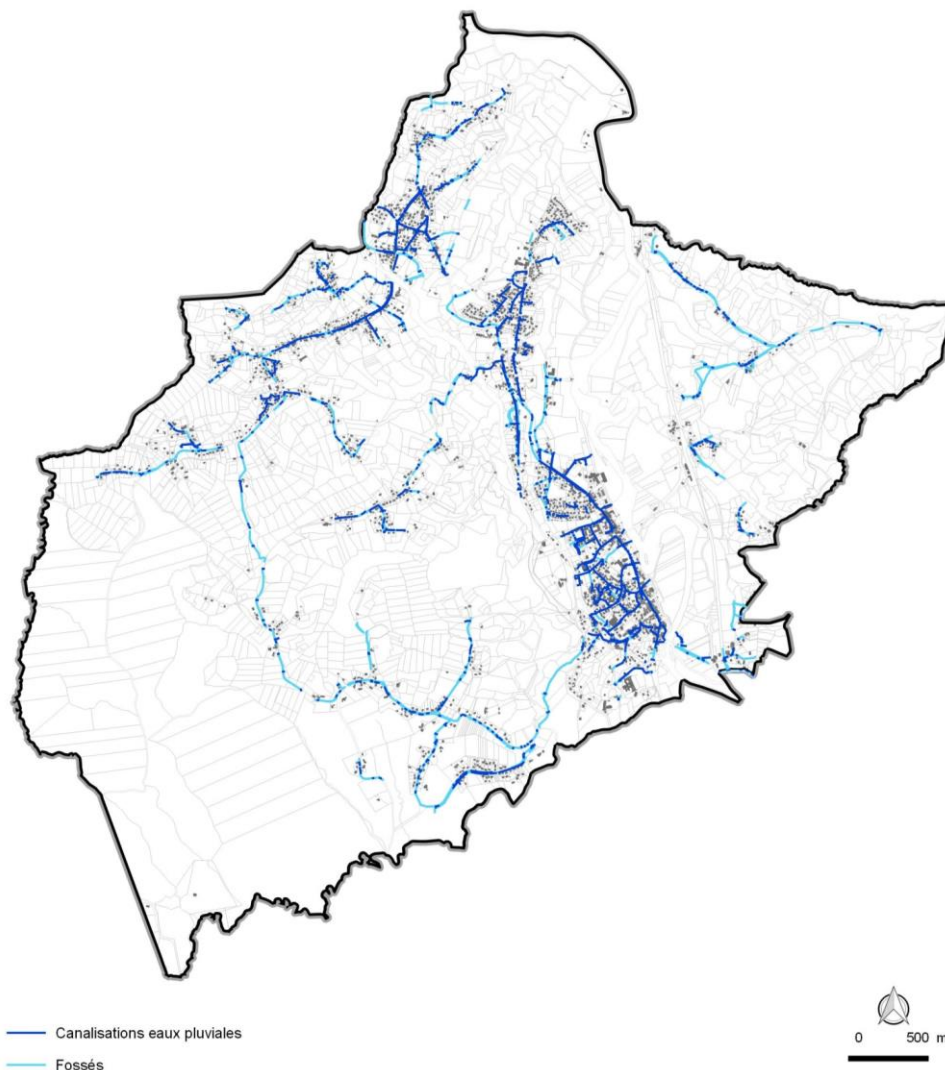
Il compte 1520 regards, grilles, avaloirs et exutoires

Le diamètre des canalisations est majoritairement en Ø300 (51.8%), 14.4% étant caractérisés par des grandes sections ($\geq \text{Ø}500$ mm)

Les canalisations de diamètre inférieur à 300 mm d'Ustaritz représentent environ 11.5% du linéaire de réseaux.

Le diagnostic pluvial a permis de mettre en évidence et de localiser différentes anomalies existantes sur ce réseau :

1. Absence d'exutoire au chemin Gaineko Landak (Herauritz)
2. Sous dimensionnement du réseau au chemin Buztinkarrika
3. Absence de buse au niveau de l'entrée sud d'Ustaritz (proche D932)
4. Encombrement du réseau dans la Rue du Bourg
5. Buse en sous-capacité au niveau du Super U dans le bourg d'Ustaritz
6. Traversée de la RD932 avec buse en sous-capacité (celle rejoignant la Rue du Jeu de Paume)
7. Buse en sous-capacité au chemin Mentaberrikoborda (proche D350)
8. Obstruction de canalisation route Portua (Arrauntz)
9. Ravinement important sur la plaine à l'Ouest de la Route de l'Eglise (Arrauntz)
10. Absence de réseau à l'entrée de M. DE URDAPILLETA (route Hardoia)
11. Absence de réseau au chemin Fatxaenea (Arrauntz)
12. Absence de réseau au nord du collège Saint-François
13. Problème de dimensionnement et de rejet, lotissement Antonibaita

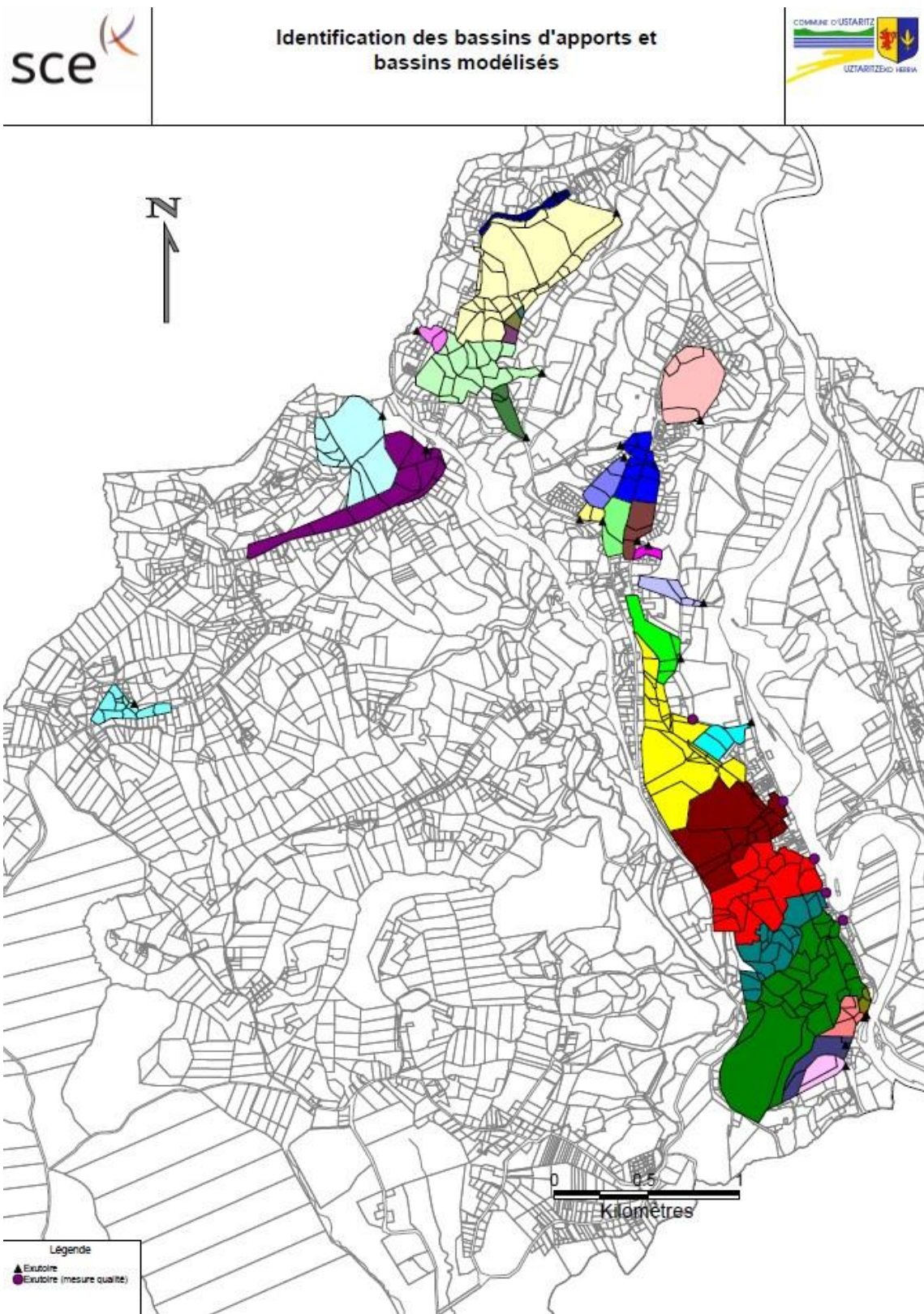


Carte du réseau d'eaux pluviales sur la commune

Bassins versants et zones sensibles

La situation en bassin de plaine des parties urbanisées génère une situation particulièrement sensible.

Sur l'ensemble des 27 bassins versants modélisés, l'imperméabilisation moyenne est de l'ordre de 22%. Localement, sur les secteurs les plus urbanisés, elle atteint 60 à 70 %.



L'approche du schéma pluvial a calculé les niveaux x de pluie selon les différentes périodicités. Selon la période, une hauteur de pluie de 30 à 92mm est prévue. Pour la fréquence décennale, la hauteur est de 51mm.

Période de retour	2 ans	10 ans	30 ans	100 ans
Intensité maximale (mm/h)	69.6	105.77	135.01	170.42
Hauteur précipitée pendant la période intense (mm)	21	34	48	60
Hauteur totale précipitée (mm)	30	51	74	92

Les vulnérabilités des sites correspondent à la typologie d'ouvrages ou d'occupation de l'espace plus ou moins sensibles aux inondations. Elles sont liées à la présence d'une population exposée et/ou d'intérêts socio-économiques et publics impactés par le phénomène considéré.

Trois classes de vulnérabilité sont proposées :

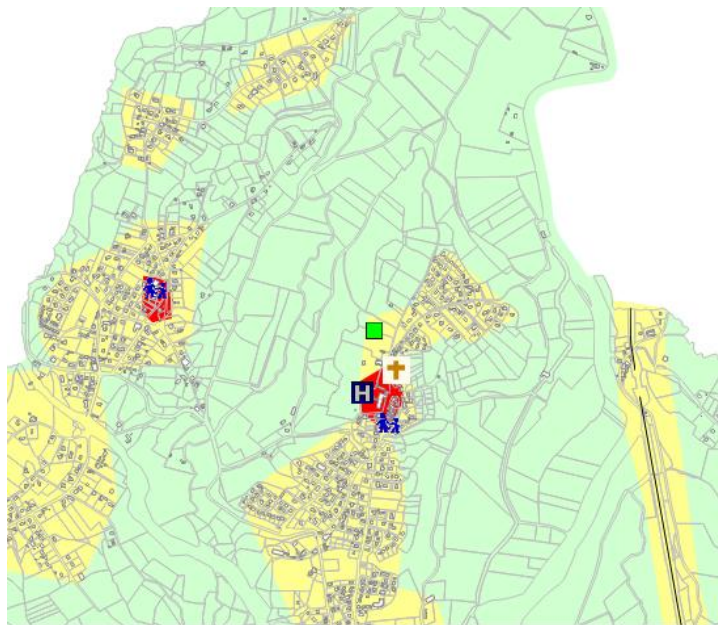
- * Vulnérabilités faibles : il s'agit de secteurs de l'agglomération où l'inondation a peu de conséquences du point de vue humain dans un premier temps puis économique ;
- * Vulnérabilités moyennes : il s'agit de secteurs de l'agglomération où l'inondation impacte un habitat peu dense de type lotissement ou d'Etablissements Recevant du Public (ERP) de 5ème catégorie ;
- * Vulnérabilités fortes : il s'agit de secteurs de l'agglomération où l'inondation a des conséquences importantes du point de vue humain et économique.

La typologie de construction ou d'occupation de l'espace selon les trois catégories sont les suivantes :

- * Vulnérabilités faibles : il s'agit principalement d'espaces sans habitat (parc, jardins, golf, terrain de sport, forêt, etc.) de parking ouvert, de garages individuels, de voiries à faible circulation (chemins privés, impasse, etc.) et de secteurs à habitat de densité inférieure à 15 habitants par hectare ;
- * Vulnérabilités moyennes : il s'agit principalement de secteurs à habitat de densité supérieure à 15 habitants par hectare et inférieure à 50 habitants par hectare, d'Etablissements Recevant du Public de 5ème catégorie et de moins de 50 personnes

d'effectif (employés et/ou non professionnels), de voirie à circulation locale (desserte de quartier), de stations d'épuration, de site de stockage ou de collecte de déchets ;

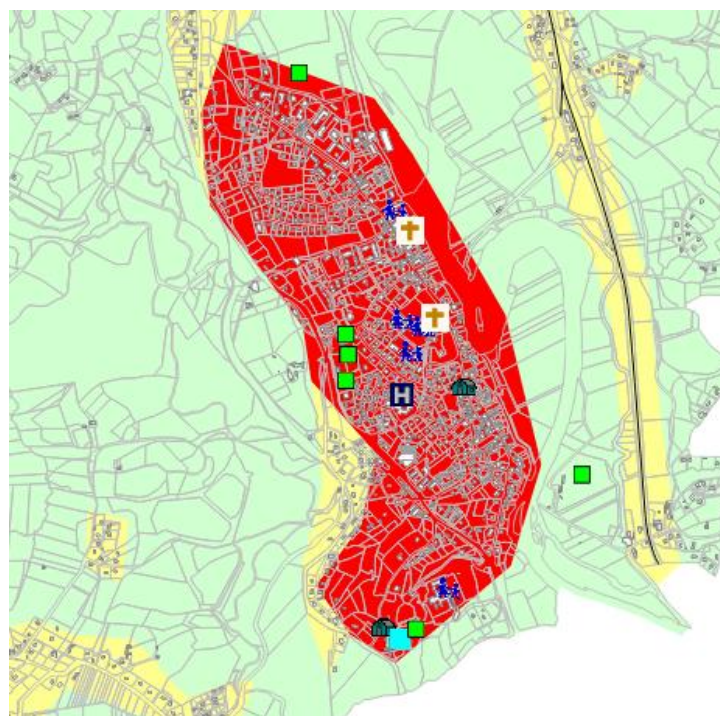
- * Vulnérabilités fortes : il s'agit principalement de secteurs à habitat de densité supérieure à 50 habitants par hectare, de voirie à circulation intercommunale, de bâtiments de service d'intervention (pompiers, police, services techniques), des Etablissements Recevant du Public de 5ème catégorie ou plus de 50 personnes d'effectifs (non professionnels) comprenant notamment les cliniques, les hôpitaux, les écoles, collèges et lycées, les maisons de retraite et les bâtiments publics divers.



Arrauntz et Herauritz

D'une façon globale, les zones urbaines des écarts hors cœur de quartier d'Arrauntz et Herauritz, sont classées en vulnérabilité moyenne.

Les cœurs d'Arrauntz et Herauritz, le centre bourg d'Ustaritz présentent une vulnérabilité forte.



Zones à enjeu

- Administration
- Commercial
- Ecole
- Eglise
- Hopital/Centre de soins
- Piscine
- Complexe sportif/Stade

Vulnérabilité

- Faible
- Moyenne
- Forte

Analyse de la vulnérabilité des secteurs selon les critères hydrauliques retenus dans le schéma de gestion des eaux pluviales

Source : SCE 2015

Bourg

Au vu des désordres énumérés pour les périodes de retour de 2, 10 et 30 ans ainsi que des volumes débordés, il apparaît pertinent d'évaluer le renforcement des réseaux pluviaux pour un objectif de protection décennal suivant les risques pour chaque secteur.

Pollution

Le schéma pluvial a établi une analyse des flux de pollution générée par les eaux pluviales. La commune présente en effet un enjeu particulièrement important tant pour les eaux de baignade que pour l'alimentation eau potable.

Les eaux de pluie véhiculent une pollution importante vers le milieu récepteur liée à :

- * La pollution atmosphérique dont on estime qu'elle contribue en général pour 15% à 25% de la pollution contenue dans les eaux de ruissellement ;
- * La circulation automobile (hydrocarbures, caoutchouc, oxyde d'azote (échappements)) ;
- * Les animaux (déjections sources de matières organiques et de contamination bactérienne ou virale) ;
- * Les déchets solides produits (rejets volontaires, poubelles non étanches...) ;
- * Les chantiers et l'érosion des sols (pollution en général inerte) ;
- * La végétation, source de masses importantes de matières carbonées, plus ou moins facilement biodégradables (en particulier feuilles mortes et pollen), qui génère des apports en azote, phosphates, produits organochlorés (pesticides, herbicides).

En général, la pollution transportée par les réseaux pluviaux séparatifs est caractérisée par :

- * Des parts relatives en MES et DCO importantes ;
- * Une composition essentiellement minérale en MES ;
- * Une faible biodégradabilité ;
- * Une forte concentration en métaux lourds et hydrocarbures ;
- * La fixation des polluants majoritairement sur les MES.

Il faut noter que les eaux de ruissellement de temps de pluie peuvent générer des pollutions bactériologiques en raison :

- * Des surverses des déversoirs d'orage et trop-pleins du système d'assainissement collectif ;
- * Des dysfonctionnements des dispositifs d'assainissement non collectif en particulier pour les installations de type tranchées d'infiltration ou puisards mis en œuvre dans des sols imperméables ;
- * Des ruissellements d'effluents agricoles.

Les flux de pollutions estimés concernent au final la Nive car l'ensemble des exutoires sont des affluents de la Nive.

Flux de pollution annuel cumulé :

	Flux annuels de pollution (kg/an)				
	M.E.S.	D.C.O.	D.B.O.5	Hydrocarbures totaux	Pb
Antzara erreka	7433.4	7095.5	1013.6	168.9	11.3
Barberako erreka	558.3	532.9	76.1	12.7	0.8
Nive	20851.9	19904.1	2843.4	473.9	31.6
Planuya	1305.6	1246.2	178.0	29.7	2.0
Total général	30149.1	28778.7	4111.2	685.2	45.7

Pollution pour une pluie rare cumulée

	Pollution choc (kg)				
	M.E.S.	D.C.O.	D.B.O.5	Hydrocarbures totaux	Pb
Antzara erreka	1126.3	1126.3	112.6	9.0	1.0
Barberako erreka	84.6	84.6	8.5	0.7	0.1
Nive	3159.4	3159.4	315.9	25.3	2.8
Planuya	197.8	197.8	19.8	1.6	0.2
Total général	4568.0	4568.0	456.8	36.5	4.1

L'impact des rejets est du au MES et à la bactériologie. Concernant la bactériologie, l'origine provient des problématiques réseau d'assainissement qui devront être réglées.

Pour ce qui est des MES (matière en suspension), une décantation permettrait de rabattre la pollution de façon satisfaisante :

Paramètre	Abattement des charges de pollution (%)
M.E.S.	83 à 90%
D.C.O.	70 à 90%
D.B.O.5	75 à 91%
Hydrocarbures totaux	> 88%
Pb	65 à 81%

Préconisations envisagées

Deux types d'actions sont donc à prévoir sur le territoire :

- * aménagements du réseau pour pallier aux dysfonctionnements actuels diagnostiqués sur celui-ci (actions « curatives », objet du Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales)
- * définition de règles d'aménagement et de gestion des eaux pluviales pour les aménagements à venir (actions « préventives », objet du Zonage Eaux Pluviales).

Les dysfonctionnements recensés sur la commune et les modélisations de réseau effectuées ont conduits à proposer trois principes d'aménagement :

- * la reprise du réseau sur des secteurs limités et où les disponibilités foncières sont inexistantes,
- * la rétention lorsque des possibilités foncières existent en amont ou en « partie intermédiaire » de réseau pour limiter les reprises à l'aval,
- * le délestage éventuel d'un secteur saturé vers un secteur moins surchargé hydrauliquement (transfert d'une zone d'apport vers une autre).

Ces principes permettent d'une part de réduire les volumes d'eaux apportés sur les exutoires et d'autre part de limiter les débits de pointes sur le réseau aval.

Compte tenu des caractéristiques actuelles du réseau pluvial communal une protection et donc un dimensionnement décennal a été retenu.

Mesures correctrices de l'urbanisation future et proposition réglementaire

Il s'agit pour tout projet impliquant une augmentation de la surface imperméabilisée de :

- * Compenser l'urbanisation par la mise en place d'un volume de rétention soit à la parcelle soit à l'échelle du projet ;
- * Limiter les rejets en MES dans le milieu naturel par décantation en collecteur aérien (noue végétalisée) ou bassin de rétention.

Principes réglementaires proposés

La majorité des sols d'Ustaritz sont défavorables à l'infiltration. Il appartient au porteur de projet de démontrer la capacité d'infiltration du sol concerné pour la gestion de ces eaux pluviales.

Dans le cas contraire (impossibilité d'infiltration), le rejet d'eau pluvial est soumis à des limitations de débit avant rejet au milieu naturel ou réseau pluvial. Ce rejet devra faire l'objet d'une convention avec le propriétaire du fond inférieur ou du réseau récepteur.

Sur l'ensemble de la commune, le débit de fuite maximal à l'aval de l'aménagement est fixé à : 3 litres par seconde et par hectare imperméabilisé (3 l/s/ha)

Dans le cas d'opérations groupées (lotissement, permis groupés, ...), la gestion des eaux pluviales des espaces publics et privés sera traitée de manière collective par des ouvrages à la charge de l'aménageur ; l'acceptation du permis de construire étant conditionnée à la validation des aménagements de gestion des eaux pluviales par les services compétents de la CAPB.

Sont conseillés pour la ville d'Ustaritz :

Dans le bourg, un volume de stockage, calculé sur la base de la période de retour de 50 ans en tenant compte de la totalité des surfaces imperméabilisées, prévues à l'aménagement ;

Pour les zones d'activités économiques et les opérations groupées d'aménagement, est aussi préconisé un volume de stockage calculé sur la base de la période de retour de 50 ans en tenant compte de la totalité des surfaces imperméabilisées, prévues à l'aménagement ;

En dehors du bourg et à l'exception des ZAE et des opérations groupées d'aménagement, un volume de stockage, calculé sur la base de la période de retour de 30 ans en tenant compte de la totalité des surfaces imperméabilisées, prévues à l'aménagement ;

Ci-dessous est présentée la gamme de volume de rétention nécessaire suivant la surface imperméabilisée et la période de retour :

Simp (m²)	Vrétention (m3) T=30a	Vrétention (m3) T=50a
20	1.1	1.4
50	2.8	3.5
100	5.7	7.0
150	8.5	10.4
200	11.3	13.9
300	17.0	20.9
500	28.4	34.8
1000	56.7	69.7
2000	113.4	139.4
3000	170.1	209.1

Abattement de pollution

Cas général : ensemble du territoire communal

Les bassins ou noues de rétention compensatoires devront être aménagés pour permettre ce traitement qualitatif, ils seront conçus de manière à optimiser la décantation et permettre un abattement significatif de la pollution chronique, soit :

- ☐ Rapport longueur / largeur entre 3 et 6
- ☐ Rapport hauteur / longueur entre 1/35 et 1/20
- ☐ Position diamétralement opposée de l'alimentation et de la vidange

Les dispositifs de type bassin de décantation des eaux pluviales sont à privilégier ; à condition de respecter les ratios dimensionnant ci-avant énoncés, les bassins utilisés pour l'écroulement des débits permettront la décantation et donc la dépollution des eaux pluviales.

Cas des zones à risques particuliers de pollution

Ont été considéré comme zones à risques :

- ☐ les zones destinées aux activités industrielles, artisanales ou commerciales ;
- ☐ les parkings supérieurs à 10 emplacements véhicule léger ;
- ☐ les installations agricoles.

Pour ces zones, des dispositifs de prétraitement adaptés à l'activité du site (dégrilleur, débourbeur, déshuileur, séparateur à hydrocarbures, bassin de confinement...) devront être mis en place en plus du dispositif de rétention des eaux pluviales.

En ce qui concerne les installations agricoles, les eaux pluviales de toitures devront être différenciées des eaux de ruissellement des aires d'exercices et de passage des animaux. De plus, les exploitations devront respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne le stockage du fumier, le stockage du lisier, le traitement des eaux blanches, le traitement des eaux vertes et le traitement des eaux brunes.

Pour le traitement de la pollution, un volume de stockage minimal de 100 m3/ha imperméabilisés sera retenu en cas de traitement par bassin de décantation.

La note de calcul ou la notice constructeur de chaque ouvrage devra être fournie à la demande de permis de construire.

LE RESEAU D'EAU POTABLE

Structure gestionnaire

La compétence est confiée au syndicat URA jusqu'en 2017. Elle est transmise à la communauté d'agglomération Pays Basque à partir de 2018 dans le cadre d'un affermage avec la société Suez jusqu'en 2020. Le schéma directeur d'eau potable (2017) donne des éléments de diagnostic et de programmation d'action.

En 2016, Ustaritz compte 3 363 (+148 par rapport à 2014) abonnés au service de l'eau potable.

Ressource

La commune est concernée par 2 secteurs d'alimentation :

- Zone sud (dit secteur « Errepira ») : cette zone est alimentée par le forage d'Errepira dont les eaux sont mélangées avec les eaux des sources de Bayonne (Ursuya). L'eau traitée est refoulée vers les deux réservoirs de tête que sont « Mariena » Cambo et « Landagoyen » Ustaritz. : capacité de 6 0003/j
- Zone nord-est (dit secteur « Curutchet ») : cette zone est alimentée par le réservoir de tête de « Curutchet » qui reçoit l'eau de l'usine de la Nive et de la source du Laxia. Cette eau présente des problématiques de turbidité et de dureté qui sont limitantes. La régie de Bayonne devra procéder à des aménagements pour livrer une eau de meilleure qualité.

L'alimentation en eau potable de la commune est en partie assurée par le puits Errepira situé à Larressore à une altitude de 15.65m NGF. Le débit de pompage maximum autorisé est de 6 000m3/j soit 250 m3/h. L'arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 29/12/2003 reprend les périmètres de protections immédiate et rapprochée. La source Errepira approvisionne environ 28% des besoins en eau.

Cette source est située sur la commune de Larressore à une altitude de 15.65 m NGF. Elle s'inscrit dans des formations argilo-gréseuses du flysch Crétacé supérieur. La vulnérabilité de cette source est relativement importante, en effet, elle est alimentée par les eaux de la Nive avec une vitesse d'écoulement importante, de plus, un cimetière se situe à proximité.

D'autres ressources sont activées pour assurer l'approvisionnement : l'eau du Laxia et de l'Ursuya, et ponctuellement les sources de Hasparren (route des cimes).

Au global, le secteur dispose donc au maximum de 27 101 m3/j de ressources disponibles au regard des débits maximum autorisés.

L'approvisionnement en eau potable est donc assuré par une ressource URA (Errepira) et des achats en gros aux entités périphériques. En 2016, la ressource propre d'URA fournissait 27.3% de l'eau desservie sur le territoire syndical, montrant une forte dépendance du syndicat vis-à-vis des collectivités périphériques.

Sur ces achats, une grande partie (près de 30%) est issue de la régie des eaux de Bayonne via « l'eau d'ici ».

L'ensemble des ressources dispose de périmètres de protection institués. On notera que la ressource Nive dont dépend majoritairement l'approvisionnement est une ressource fragile et à fort enjeu pour les objectifs de qualité des eaux (Zone à objectifs plus stricts pour réduire les traitements rivière et Zone à préserver pour l'utilisation future en eau potable- ZOS et ZPF du SADGE).

Volumes importés en 2016 (m³)		
Provenance	Site	Volumes
Régie des Eaux de Bayonne	Comptage Laxia - Pas de Roland	2 531
	Comptage Laxia - Cambo	1 040
	Comptage Laxia - Itxassou	99 050
	Réservoir de Curutchet (achat Laxia)	408 620
	Comptage Bayonne - St Pierre d'Irube (Le Basté)	0
	Comptage Ursuya (dilution Errepira)	143 682
	Suppression Durruty	149 124
Hasparren et Macaye	Comptage Hasparren - Rte des Cimes	223
	Comptage Hasparren - Urcuray	4 069
	Rechloration Urcuray (dite route de Macaye)	2 849
Espelette	Réservoir Aéroport (vers Itxassou)	27 965
	Comptage Larressore Haut	19 513
SIAEP Vallée de la Nivelle	Comptage Larressore - Rte des Cimes (par Cherchebruit)	841
L'Eau d'ici	Refoulement vers Curutchet (Usine de la Nive), réservoir d'Arcangues, surpr. Poutchinots	1 838 477
Total des volumes importés		2 697 984

Indicateurs 2016

Rendement : 84.9% (en augmentation)

Indice de perte : 2.09m3/km/j

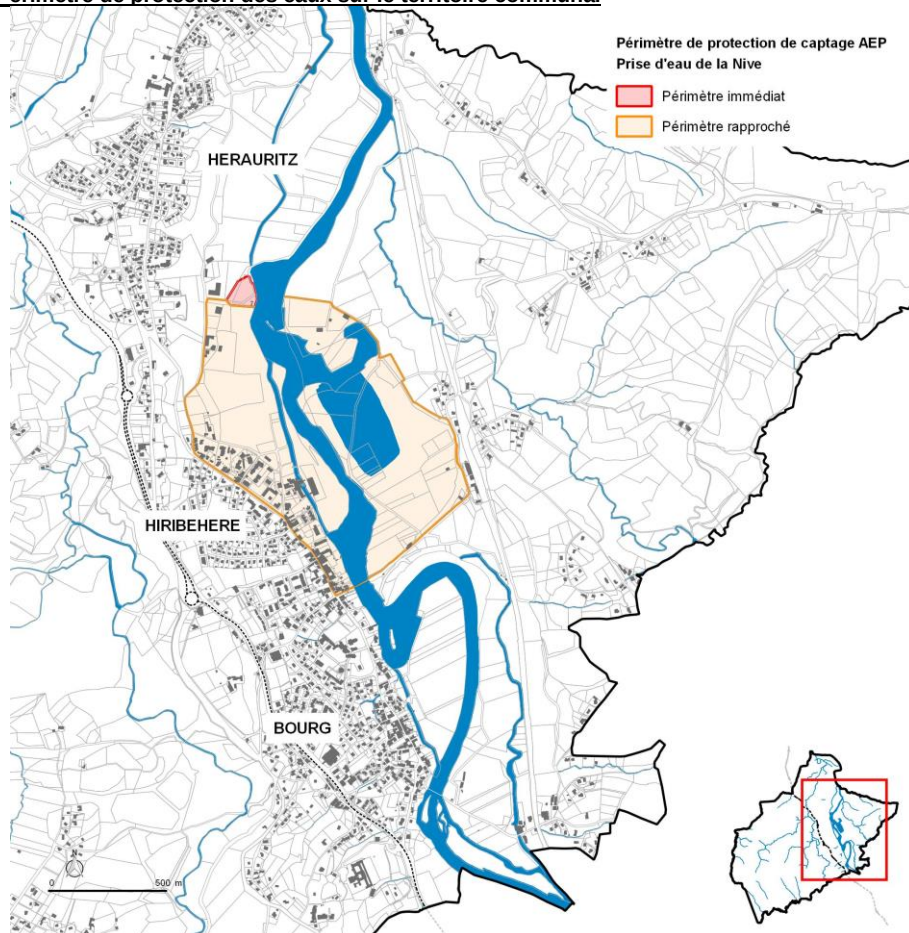
La consommation moyenne annuelle par abonné sur ce secteur d'alimentation est de 127m3 (2016) environ

2016	Achat extérieur					URA
Origine	Espelette	Hasparren	Sources Bayonne	Bayonne Nive Laxia	Macaye Louhossa	Errepira
Débit autorisé de la ressource	55 000 m3 annuel 160m3/j 250m3/j pointe	37500m3 annuel 300m3/j pointe	590000 m3 annuel 3273m3/j pointe ?	1 284 000 annuel 9028m3/j pointe	5000 m3 annuel 30m3/j 50m3/j pointe	6000m3/j
Volume annuel	Volume importé total : 2 697 964 m3					Volume prélevé : 1 014 970m3
	Volume distribués : 3 707 285 m3					Volume produit en pointe 4940m3/j soit 81% du nominal
	Consommation en pointe : 19/07 avec 16517 m3 dont 11600 m3 ne concernent pas Errepira					

La consommation en pointe est de l'ordre de 16517 m3/j, l'usine Errepira étant sollicitée à 81% (donnée 2016).

En 2016, l'eau facturée aux particuliers sur la commune compatibilise 400 721 m3, soit 119m3/an/abonné environ.

Périmètre de protection des eaux sur le territoire communal



La commune d'Ustaritz est concernée par des périmètres de protection relatifs :

- Au captage en eau sur la Nive : l'eau est prélevée dans la Nive, en rive gauche, à quelques dizaines de mètres en amont du seuil d'Haitze. Elle est ensuite dirigée via des canalisations vers l'usine de traitement située à Anglet. Le site d'Exhaure est équipé de 3 pompes dont le débit nominal unitaire est égal à 1800 m³/h.

La protection de la ressource s'effectue à deux niveaux :

- Une protection statique : Des périmètres de protection ont été instaurés par l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2006. On trouve ainsi autour de la prise d'eau à Ustaritz plusieurs périmètres :
- Un périmètre de protection immédiate (d'environ 1 hectare) : Etabli autour des ouvrages de captage, il est clos et acquis en pleine propriété par le SMUN. Toutes les activités autres que celles liées à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de captage et du périmètre immédiat sont interdites,
- Un périmètre de protection rapprochée, divisé en deux zones :
- Une zone tampon, d'environ 12,5 hectares,
- Une zone complémentaire, d'environ 27,8 hectares en rive gauche et 48,6 hectares en rive droite.

Toutes les activités susceptibles de nuire à la qualité des eaux y sont interdites ou réglementées. Une réglementation est ainsi proposée pour l'assainissement, les constructions, les pratiques agricoles, etc.

A Anglet, des périmètres de protection immédiats sont établis tant au niveau de l'usine de la Nive ainsi que des trois réservoirs. L'arrêté préfectoral indique que « seules sont autorisées les activités nécessitées par le traitement de l'eau, l'entretien des ouvrages et de leurs abords ainsi que le contrôle. »,

- Une protection dynamique : « L'eau d'ici » a mis en œuvre une station d'alerte complète qui permet de détecter les phénomènes de pollution accidentelle.

Outre l'auto-surveillance exercée par l'exploitant, les installations de production et de distribution de l'eau potable sont soumises à un contrôle mis en œuvre par l'ARS (Agence Régionale de Santé). Ce contrôle s'applique sur l'ensemble des réseaux, depuis le captage jusqu'au robinet des consommateurs.

Eléments de bilan et de prospective sur la capacité de la ressource

L'alimentation en eau potable de la commune est en partie assurée par le puits Errepira situé à Larressore à une altitude de 15.65m NGF. Le débit de pompage maximum autorisé est de 6 000m³/j soit 250 m³/h. L'arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 29/12/2003 reprend les périmètres de protections immédiate et rapprochée.

Cette source est située sur la commune de Larressore à une altitude de 15.65m NGF. Elle s'inscrit dans des formations argilo-gréseuses du flysch Crétacé supérieur. La vulnérabilité de cette source est relativement importante, en effet, elle est alimentée par les eaux de la Nive avec une vitesse d'écoulement importante, de plus, un cimetière se situe à proximité.

D'autres ressources sont activées pour assurer l'approvisionnement : l'eau du Laxia et de l'Ursuya, et ponctuellement les sources de Hasparren (route des cimes).

	Jour moyen actuel	Jour de pointe actuel
Ressources disponibles (m³/j)	27 101	27 101
Besoins (m³/j)	10 113	14 554
Bilan	16 988	12 547

Bilan besoins/ressources

Le tableau précédent montre qu'en situation moyenne ou de pointe, actuellement, le bilan besoins-ressources est excédentaire. Il le reste même en cas d'indisponibilité des ressources soit Laxia, soit Erripera. Ce bilan est également excédentaire par secteur d'alimentation. La source Errepera permet de couvrir 59% des besoins moyens actuels et 41% des besoins de pointe actuels. De plus, les ressources qui permettent d'alimenter le secteur (Errepera et ressources extérieures) sont relativement vulnérables (pollutions, conductivité, ...), d'où une vulnérabilité vis-à-vis de ses ressources.

Sur l'ensemble du secteur (ancien URA), les besoins à l'horizon 2025 sont estimés à 15 250 m³/j (rendement de 80%) en consommation moyenne et 21660m³/j en pointe. Les capacités nominales des ressources mobilisées totalisent 73700 m³/j avec une capacité ramenée à 68800m³/j à l'étiage.

Le bilan besoins/ressource global est donc excédentaire à l'horizon 2025. La collectivité envisage toutefois de sécuriser le secteur Errepera en pointe par un projet de de nouveau forage (2000m³/j) dans le même périmètre.

Le schéma directeur prévoit notamment :

- La réparation des fuites pour éviter le gaspillage (priorité 1)
- L'amélioration de la qualité de l'eau (chloration intermédiaire, réduction des volumes de stockage/temps de séjours dans les réservoirs)
- Purgues automatiques....
- La création d'un deuxième forage à Errepera
- Optimisation des interconnexions
- Eventuellement mobilisation d'une nouvelle ressource « alluvions de la Nive » à Halsou sous réserve du schéma d'alimentation global de la côte basque

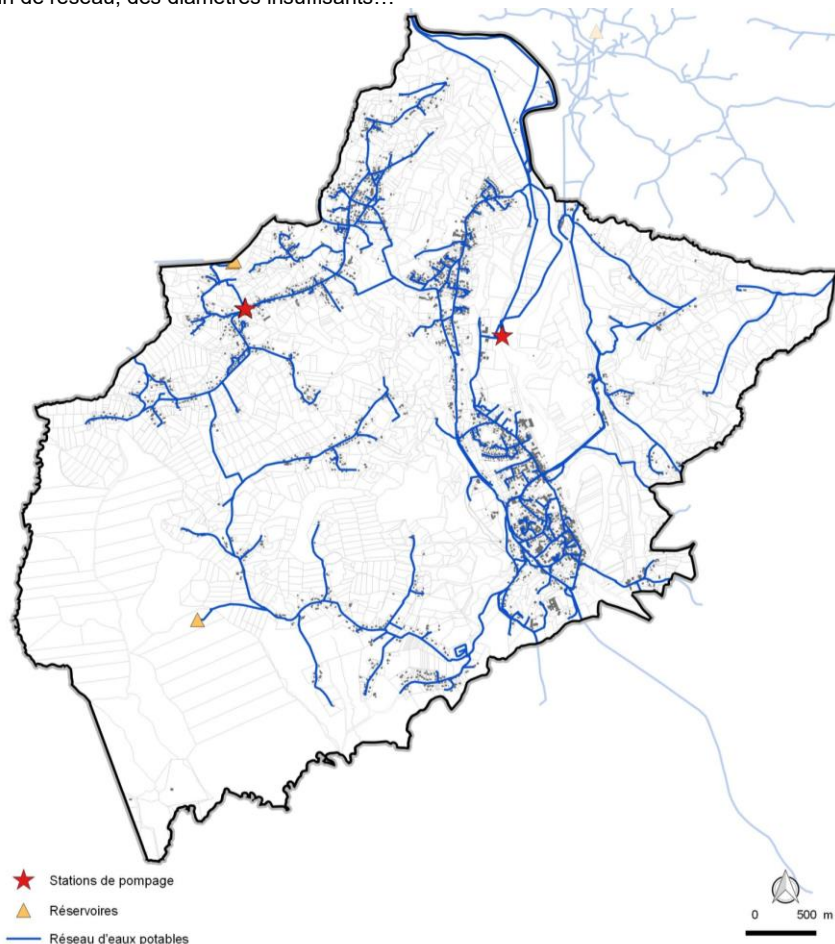
Distribution

La longueur du réseau d'eau potable communal est d'environ 82.066km en 2016.

Le réseau comporte trois réservoirs :

- Réservoir des Anglais (quartier du Bois), 500 m³, Réservoir Sainte Barbe, 650 m³, Réservoir d'Arrauntz et surpresseur (50m³/h)

Aucune donnée n'a été à ce jour transmise pour indiquer des problématiques sur certaines parties du réseau comme notamment des limitations de pression en fin de réseau, des diamètres insuffisants...



Schématisation du réseau d'eau potable sur la commune

Traitement

L'eau brute prélevée dans la Nive subit un prétraitement physique simple :

- Le dégrillage : la prise d'eau est équipée d'un dégrilleur statique avec nettoyage automatique de manière à arrêter les éléments grossiers,
- Le microtamisage : deux microtamis assurent un filtrage fin.

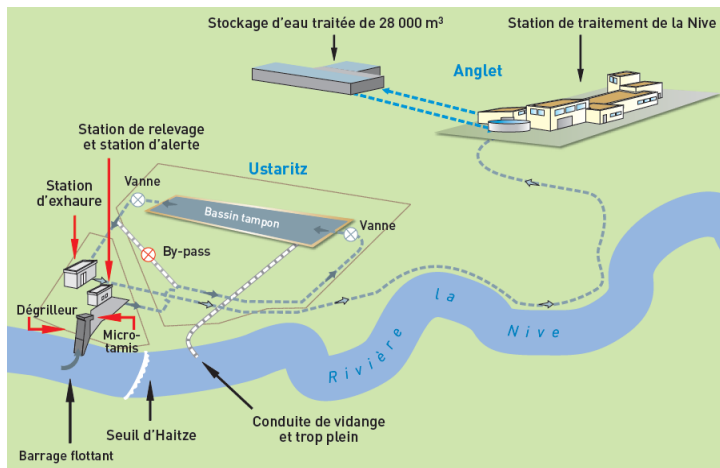
De nouveaux équipements ont été mis en service, depuis 2008, à Ustaritz afin d'assurer la sécurisation de la ressource :

- Une station d'alerte complète : détecteur d'hydrocarbures, détecteur de composés organiques (UV), détecteur de toxicité globale,
- Un bassin tampon de 2 700 m³ visant à assurer le temps de détection et le confinement des pollutions éventuelles.

Ces équipements illustrés sur la figure, ci-dessous, font l'objet d'une surveillance particulière de l'exploitant du fait de leur situation stratégique dans la chaîne de traitement.

Pour rendre l'eau de la Nive propre à la consommation humaine, un « traitement normal physique, chimique et de désinfection » est nécessaire. Ce traitement a lieu à l'Usine de traitement de la Nive, à Anglet.

Des solutions sont en cours d'étude pour sécuriser la question de la turbidité des eaux qui semble un problème fréquent. La sensibilité de la station de pompage, en zone inondable est également un facteur de sensibilité lors des épisodes de crues.



Système de sécurisation de la prise d'eau et de l'usine de la Nive

Qualité

La qualité de l'eau brute est très variable suivant l'origine de la ressource. D'une manière générale, les eaux captées en surface sont très vulnérables à l'égard des pollutions.

Selon la synthèse sur la qualité de l'eau concernant l'unité de distribution d'Aquitaine, réalisée par l'ARS, l'eau distribuée à **Ustaritz en 2016 a été de bonne qualité bactériologique avec un taux de conformité de 100%.**

Statistiques sur la conformité en ressource								
Contrôle	Analyse	Global	Bulletin		Paramètre			
			Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité	
Contrôle sanitaire	Microbiologique	2	0	100,0%	6	0	100,0%	
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	2	0	100,0%	426	0	100,0%	
Surveillance	Microbiologique	9	0	100,0%	30	0	100,0%	
Surveillance	Physico-chimique	24	0	100,0%	205	0	100,0%	

La qualité de l'eau est satisfaisante en 2016 sur le plan bactériologique et physico-chimique.

Ressource Eau : Les objectifs SUPRA

La ressource en eau souterraine et de surface est concernée par les enjeux mentionnés au SDAGE, et relatifs aux unités hydrologiques de références Adour.

Affiché le 01/02/07

PRÉFECTURE
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

DIRECTION DES
COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'URBANISME ET
DES AFFAIRES FONCIÈRES

RÉF. D.C.L.E. 4

ARRETE

Syndicat Mixte de l'Usine de la Nive

**Prise d'eau du seuil d'Haitze sur la Nive à USTARITZ
et usine de traitement d'eau potable à ANGLET**

Affaire suivie par :
Catherine DOUX
EXP/2619 - Tél. : 05.59.98.25.29
Courriel : catherine.doux@pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr

06-71

- déclaration d'utilité publique :
 - des travaux de dérivation des eaux superficielles et d'instauration des périmètres de protection autour de la prise d'eau sur la Nive à USTARITZ,
 - des travaux relatifs à l'usine de traitement d'eau potable à ANGLET,
- autorisation de l'opération au regard des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement,
- autorisation au titre du Code de la santé publique de la filière de traitement,

**Le préfet des Pyrénées-Atlantiques,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1321-1 et suivants ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié par les décrets n° 55-1350 du 14 octobre 1955 et n° 98-516 du 23 juin 1998 portant réforme de la publicité foncière ;

VU le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 précité ;

.../...

Toute correspondance doit être adressée sous forme impersonnelle à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
2, RUE MARÉCHAL JOFFRE 64021 PAU CEDEX. TÉL. 0 821 80 30 64 - TÉLÉCOPIE 05 59 98 24 99
courrier@pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr - site internet : www.pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération en date du 29 septembre 2004 par laquelle le comité syndical du Syndicat Mixte de l'Usine de la Nive (SMUN) a sollicité l'ouverture des enquêtes nécessaires à la réalisation de cette opération ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique ;

VU les pièces du dossier et notamment l'étude d'impact ci-annexée ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 mai 2005 prescrivant l'ouverture des enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux superficielles, à l'instauration des périmètres de protection, à l'autorisation de l'opération au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement, ainsi qu'à la délimitation des terrains à acquérir ;

VU les avis favorables et les remarques émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 22 septembre 2005 et par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France le 6 juin 2006 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 21 septembre 2006 ;

VU le plan des lieux et notamment les plans parcellaires des terrains dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération ou qui sont compris dans les périmètres de protection ;

VU l'avis de M. le sous-préfet de Bayonne en date du 20 juillet 2005 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;

VU la lettre de motivation émanant de M. le président du Syndicat Mixte de l'Usine de la Nive en date du 12 août 2005 (ci-annexée) exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet précité ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

A R R E T E

Objet

Article 1^{er} : Le Syndicat Mixte de l'Usine de la Nive (SMUN) est autorisé à prélever et à traiter l'eau superficielle de la Nive, en vue de l'alimentation en eau potable, et à mettre en place les périmètres de protection, conformément au dossier de demande d'autorisation et aux conditions fixées aux articles suivants.

Il est également autorisé à construire un bassin tampon à proximité du prélèvement et à rejeter des eaux traitées et des matières en suspension provenant de la filière de traitement des boues.

Prélèvement

Article 2 : Le prélèvement s'effectue au lieu dit Seuil d'Haitze rive gauche de la Nive, sur la commune d'USTARITZ, au point de coordonnées kilométriques suivant :

Lambert II étendu

X = 291,970

Y = 1830,720

Lambert III

X = 292,450

Y = 3130,650

et à une altitude $Z = + 5$ m NGF

Article 3 : Le débit maximum de prélèvement autorisé est de 63 600 m³/jour ou 2650 m³/h. Un dispositif de comptage est installé au point de prélèvement. Les mesures sont portées sur un système d'enregistrement.

Périmètres de protection

Article 4 : Le SMUN met en place des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour de la prise d'eau à Ustaritz et de l'usine de traitement à Anglet ; un périmètre de protection rapprochée et une zone sensible à l'amont de la prise d'eau.

Les périmètres de protection et la zone sensible s'étendent suivant les indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté.

Les prescriptions de ces périmètres sont fixées dans les articles 5, 6 et 7 suivants.

Article 5 – Périmètres de protection immédiate

5-1 Prise d'eau

Le périmètre de protection immédiate englobe la prise d'eau, la station d'alerte et le bassin tampon de 2700 m³. Le périmètre immédiat est la pleine propriété du SMUN. Il est clôturé par un grillage de 2 mètres minimum de hauteur, sur la totalité du périmètre et muni d'un portail d'accès fermant à clef.

Un barrage flottant sur la Nive ceinture l'amont de la prise d'eau afin de détourner, en partie, les produits type hydrocarbures ou autres objets flottants. Une ligne de bouées, extérieure et concentrique au premier barrage est installée pour empêcher l'approche d'embarcation ou de baigneurs.

Le seuil d'Haitze est équipé, en rive gauche, d'un dispositif pour limiter les risques d'eutrophisation, éliminer les dépôts de fines sédimentées à l'amont du seuil et d'une manière générale, vidanger toute pollution accumulée en amont du barrage.

A l'intérieur de ce périmètre seules sont autorisées les activités nécessitées par le captage, le traitement de l'eau, l'entretien des ouvrages et de leurs abords ainsi que le contrôle. L'entretien est effectué avec des engins dont le fonctionnement n'est pas susceptible d'altérer la qualité des eaux. L'usage des pesticides est interdit. Le stockage de chlore gazeux en tanks est démantelé. Seules restent autorisées les bouteilles de chlore.

La continuité des servitudes existantes de marche pied et de halage le long de la Nive est aménagée au droit de la prise d'eau par un passage à l'extérieur du périmètre de protection immédiate afin d'interdire tout accès dans ce périmètre.

5-2 Usine de traitement

L'usine de traitement, à Anglet et les trois réservoirs d'une capacité totale de 28 000 m³ d'eau traitée sont munies de périmètres de protection immédiate avec une clôture grillagée de 2 m minimum de hauteur munie de portail d'accès fermant à clef.

A l'intérieur de ces périmètres seules sont autorisées les activités nécessitées par le traitement de l'eau, l'entretien des ouvrages et de leurs abords ainsi que le contrôle.

L'accès est réservé aux personnes et aux véhicules dûment habilités et sous la responsabilité de l'exploitant et du SMUN.

Article 6 : Périmètres de protection rapprochée

Il est défini deux zones de protection rapprochée : zone tampon et zone complémentaire.

6-1 Zone tampon

A l'intérieur de la zone tampon du périmètre rapproché les activités, installations et dépôts suivants sont interdits :

- l'ouverture et l'exploitation de gravières,
 - l'ouverture d'excavations autres que celles nécessaires à l'exploitation du point d'eau,
 - l'installation de dépôt d'ordures ménagères, de détritiques, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
 - l'implantation de nouveaux ouvrages collectifs de transport d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées, sauf ceux destinés exclusivement à l'évacuation des eaux usées hors de cette zone,
 - l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
 - les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
 - l'établissement de toute nouvelle construction superficielle ou souterraine, même provisoire, autre que celle strictement nécessaire à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau,
 - l'épandage ou l'infiltration de lisier, de purin, de fumier liquide, d'eaux usées ou de boues d'origine domestique ou industrielle,
 - le rejet d'eau usée brute d'origine domestique, agricole ou industrielle,
 - le stockage des matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail (ensilage),
 - le stockage permanent du fumier, la construction de fumières,
 - le stockage d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation du sol ou à la lutte contre les ennemis animaux ou ~~végétaux des cultures et des herbages,~~
-
- l'établissement d'étables et de stabulations libres, permanentes ou mobiles,
 - l'installation d'abreuvoirs destinés au bétail à moins de 50 m des berges,
 - l'abreuvement du bétail aux cours d'eau sur les deux berges du canal du Moulin d'Arki et sur la rive gauche de la Nive,
 - le pacage intensif des animaux,
 - la création d'étangs et de plans d'eau,
 - le défrichement et dessouchage,
 - la création de camping, de stationnement de caravanes ou de camping cars,
 - la construction de voie de circulation, sauf celle nécessaire à l'exploitation du point d'eau,
 - la navigation d'engins à moteurs est interdite sur le canal et la Nive, à l'exception des services de secours, de police ou d'entretien,

- l'entretien des fossés, des haies, des chemins, des voies, etc. par des produits chimiques type désherbants, débroussaillants, etc...

A l'intérieur de ce périmètre sont réalisés les opérations, travaux, études et aménagements suivants :

- mise en herbe ou boisement sans traitement phytosanitaire, des parcelles le long de la rive gauche berge de la Nive et des deux rives du canal du Moulin d'Arki ;
- aux points d'entrée dans la zone non urbanisée de ce périmètre rapproché des panneaux d'informations rappellent la vulnérabilité du site,
- les stockages existants d'hydrocarbures sont placés hors crue centennale ou dans des cuves enterrées à double paroi et détecteur de fuite,
- une étude hydraulique de l'impact des rejets d'eaux du réseau hydrographique naturel et artificiel entre le Moulin d'Arki et l'amont de la prise d'eau, avec définition d'un mode de gestion adapté, est soumise à la DDASS,
- les eaux des fossés, sur 150 m environ à l'amont de la prise d'eau, rive gauche de la Nive, sont recueillies dans un collecteur à créer pour les rejeter dans la Nive, à l'aval, en contournant la prise d'eau et son périmètre de protection immédiate.

A l'intérieur de ce périmètre restent autorisées les installations, opérations, travaux et aménagements dans les conditions suivantes :

- restauration ou extension modérée des constructions existantes, sous réserves d'examiner la maîtrise des risques,
- les abreuvements sont possibles à plus de 50 m des berges, soit par citerne mobile régulièrement déplacée soit par abreuvoir fixé sur dalle étanche et robinet à flotteur,
- la canalisation de gaz de GSO est régulièrement surveillée et toute anomalie est portée à la connaissance du maître d'ouvrage de la prise d'eau,
- la modification ou l'adaptation localisée des voies de circulation sous réserve de récupérer les eaux de ruissellement et de les traiter avant rejet aux cours d'eau.

6-2 Zone complémentaire

A l'intérieur de la zone complémentaire du périmètre de protection rapprochée les prescriptions suivantes sont à respecter :

- l'implantation d'activités nouvelles pouvant avoir un impact sur la qualité de l'eau est interdite,
- les fossés et les dispositifs de drainage existants ne doivent pas recevoir de rejets domestiques, agricole ou industriel,
- la création de nouveaux bâtiments agricoles est interdite,
- les cuves enterrées, d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides susceptibles de contaminer les eaux, sont interdites sauf celles à double paroi avec avertisseur de fuite,
- la création d'excavations importantes, de gravières ou de carrières est interdite,
- tous les bâtiments et les habitations existants ou à créer doivent être raccordés au réseau d'eaux usées en place,
- les abreuvements sont possibles à plus de 50 m des berges, soit par citerne mobile régulièrement déplacée soit par abreuvoir fixé sur dalle étanche et robinet à flotteur.
- la navigation d'engins à moteurs est interdite sur le canal et la Nive, à l'exception des services de secours, de police ou d'entretien,

A l'intérieur de la zone complémentaire du périmètre de protection rapprochée les prescriptions suivantes sont à mettre en œuvre :

- le stockage de produits phytosanitaires, d'engrais, d'hydrocarbures est aménagé sur aire de rétention adaptée hors zone de crue décennale,
- des aménagements destinés à empêcher la chute de véhicules dans la Nive sont mis en place sur les voies et ponts bordant ou traversant le cours d'eau,
- les bâches des postes de refoulement d'eaux usées sont suffisamment dimensionnées pour éviter tout rejet dans la Nive et sont munies de télésurveillance.

Article 7 : A l'intérieur de la zone sensible, les services publics (pompiers, gendarmerie, mairies...) et les associations de pêche sont sensibilisés à la vulnérabilité de la Nive et de ses affluents. En cas de fait, d'anomalie, d'accident, de déversement, de rejet, portant ou susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau, l'exploitant est informé immédiatement.

Les travaux d'aménagement sur les voies de circulation bordant et les ponts traversant le cours d'eau, tiennent compte de cette vulnérabilité, afin d'empêcher la chute de véhicules ou le déversement accidentel dans la Nive.

Les collectivités du versant espagnol de la Nive sont sensibilisées à l'alerte dans le même sens.

Autorisation au titre du Code de l'Environnement

Article 8 : Le prélèvement d'eau à des fins de consommation humaine devra être géré de manière à respecter une valeur de débit réservé à la Nive en aval de la prise d'eau qui ne devra pas être inférieur à 3,5 m³/s ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise si celui ci est inférieur à cette valeur.

Dès qu'il y a menace pour le débit réservé mentionné ci-dessus, l'exploitant prend des mesures d'économie d'eau qu'il soumet à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ainsi qu'à la DDE et à la DDAF pour information.

Le dispositif de prélèvement est aménagé de façon à réduire au maximum la perturbation apportée par les prélèvements en milieu aquatique.

Il ne devra pas faire saillie en rivière, ni entraver l'écoulement des eaux.

Le permissionnaire s'engage à prendre toutes les mesures qui lui seront notifiées par l'administration pour que la qualité des rejets soit compatible avec la qualité des eaux réceptrices sans pouvoir mettre en cause l'Etat, ni élever de ce chef aucune réclamation ou demander aucune indemnité sous quelque forme que ce soit.

L'autorisation prévue dans le présent article est accordée au titre de la police de l'eau pour une durée de dix huit ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Elle cessera de plein droit à cette date si l'autorisation au titre de la police de l'eau n'est pas renouvelée. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Un arrêté préfectoral spécifique à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par les dispositifs de prélèvement et de rejet sera délivré par le service gestionnaire (DDE -Unité Hydraulique Environnement) après avis conforme du service des Domaines.

Le permissionnaire mettra en place les moyens de mesure ou d'évaluation des débits prélevés et rejetés dans la Nive. Ces données seront conservées par le SMUN pendant une durée de trois ans et tenues à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

Le système de télésurveillance mis en place devra être validé par la D.D.A.S.S. et le service de Police des Eaux avant mise en exploitation définitive. Ce système devra permettre de transmettre les informations suivantes :

- télésignalisation /transmission d'état,
- télémesure (ou transmission des suivis : débits, qualité de l'eau brute....)
- télécommande (marche-arrêt).

Par ailleurs un suivi sera réalisé :

- sur la qualité de l'eau brute en entrée (débit, turbidité, plus les mesures réglementaires obligatoires),
- sur la qualité des rejets en Nive à USTARITZ et à BAYONNE (mesures trimestrielles du pH, matières en suspension, température)
- sur les boues visées à l'article 14 envoyées en site autorisé de traitement (échantillonnages et analyses périodiques).

Le SMUN communiquera trimestriellement les résultats de ces analyses au service chargé de la police de l'eau.

Le bassin tampon sera réalisé, rive gauche de la Nive à proximité du dispositif de prélèvement. Il aura les dimensions approximatives suivantes : longueur de 113 m, largeur de 10 m et une profondeur de 2,5 m environ. Il sera isolé de la zone inondable par un merlon de ceinture en matériaux mis en œuvre dans les règles de l'art, notamment pour résister aux crues. La crête de l'endiguement sera calée à la cote 6,6 m NGF correspondant à la cote de la crue centennale 6,3 m NGF majorée de 0,3 m, au droit du bassin tampon. Le bassin sera positionné de manière à limiter son incidence en cas de crue.

Le seuil d'Haitze sera pourvu en rive gauche d'un dispositif qui permettra de limiter les phénomènes d'eutrophisation ou les dépôts de vase par effet de chasse.

Ce dispositif devra répondre à l'obligation de libre circulation des poissons migrateurs ainsi que le franchissement par les embarcations. Les services en charge de la police de l'eau et de la police de la pêche devront valider ce projet et être informés avant tout fonctionnement.

Déclaration d'utilité publique

Article 9 : La mise en œuvre des dispositions prévues aux articles 1 à 6 est déclarée d'Utilité Publique.

Article 10 : Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou occupants de terrains compris dans un des périmètres de protection sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 11 : La déclaration d'Utilité Publique prévue à l'article 9 est valable pour une durée de cinq ans, renouvelable une fois.

Classement de l'eau brute superficielle

Article 12 : L'eau brute de la Nive doit respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Limite impérative	Valeur guide	Classe Annexe 13-III de l'article R1321-38 du Code de la Santé Publique
Coliforme totaux	0,005 mg/l	50 000/100 ml	A2
Coliformes thermotolérants		20 000/100 ml	A2
Entérocoques fécaux		8 000/100 ml	A2
Indice phénol		0,1 mg/l	A2
Manganèse			

Pour les autres paramètres visés à l'annexe 13-III de l'article R 1321-38 du Code de la Santé Publique l'eau brute de la Nive doit respecter les valeurs limites fixées pour la classe A1.

L'eau brute de la Nive est regardée conforme aux limites de qualité fixées ci-dessus suivant les modalités prévues à l'article R 1321-39.

Traitement de l'eau

Article 13 : La filière de traitement de l'eau brute, classée en A3 en microbiologie comprend :

- un dégrillage avec nettoyage automatique suivi d'un tamisage,
- un ajout de charbon actif en poudre,
- une correction du pH de floculation à l'acide sulfurique,
- une étape de coagulation – floculation – décantation,
- une filtration sur sable avec nettoyage à l'air et à l'eau par contre courant,
- un traitement par ozonation,
- une correction du pH à la soude,
- une désinfection finale au chlore par injection dans la réserve d'eau traitée (deux bâches de 2500 m3 chacune) avant refoulement.

Pour supprimer les risques d'apparition d'algues et la préchloration, les bassins de coagulation, floculation, décantation et filtration sont couverts pour les protéger de la lumière, dans le délai de trois ans.

Un traitement par ultrafiltration sur membrane est réalisé sur une partie de l'eau brute pour un débit maximum de 5000 m3/j. Cette eau subit ensuite une désinfection par chloration et ozonation.

Les produits et matériaux utilisés au contact de l'eau ne doivent pas être susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ni se retrouver dans les eaux mises à disposition de l'utilisateur en concentration supérieure aux limites réglementaires de qualité.

Les nouveaux produits et matériaux mis en place sont conformes à la réglementation en vigueur. L'exploitant maintient à disposition de l'autorité sanitaire les éléments attestant de cette conformité sanitaire.

En cas de modification de la filière de traitement une déclaration accompagnée des justificatifs nécessaires est adressée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Elle appréciera, suivant l'importance des modifications, si une nouvelle autorisation est nécessaire.

Les installations de captage, de traitement et de distribution d'eau sont conçues de façon à pouvoir fonctionner jusqu'à la crue centennale et à assurer la continuité du service public d'eau potable.

Article 14 : Les boues de purge des décanteurs et de lavage des filtres sont épaissies, chaulées et traitées jusqu'à une siccité minimale de 30 %.

Les eaux claires, avant chaulage, sont rejetées dans la Nive en respectant une teneur en matières en suspension inférieure à 70 kg/ jour de MES. Les filtrats, après chaulage et filtre à plateaux, sont recirculés. Les boues sont évacuées dans une installation apte et agréée pour les recevoir.

Article 15 : Le traitement de l'eau prend en compte le potentiel de dissolution du plomb, du cuivre et du nickel. L'étude du potentiel de dissolution prévue par les articles R 1321-52 du Code de la Santé Publique, est régulièrement tenue à jour et mise à la disposition de l'administration.

Dispositifs de surveillance d'alerte et de secours

Article 16 : En plus du suivi par le personnel, un système de télésurveillance est mis en place afin d'obtenir des informations sur la qualité et le débit de l'eau brute, de l'eau traitée et sur les installations électromécaniques.

Des dispositifs anti-intrusion et de télésurveillance sont installés sur les ouvrages de prise d'eau, de traitement et de stockage de secours.

Article 17 : Une station d'alerte est installée immédiatement à l'aval de la prise d'eau, juste à l'entrée dans le bassin tampon de 2700 m3 correspondant, en pointe de production, à une durée de stockage d'eau brute supérieure à 40 min. Elle comprend un détecteur d'hydrocarbures, un détecteur UV de matières organiques et un détecteur biologique de toxicité globale.

Trois réservoirs de secours d'eau traitée d'une capacité totale de 28 000 m3 sont réalisés à ANGLET. Ces réservoirs, toujours pleins et renouvelés en permanence, sont strictement réservés à pallier les arrêts imprévus de l'usine (pollution accidentelle ou autres incidents). La possibilité de mise en fonctionnement des interconnexions avec les collectivités voisines est évaluée annuellement et améliorée si nécessaire.

Plan de secours

Article 18 : Un plan d'alerte et un plan de secours sont réalisés pour assurer la sécurité et la continuité de la distribution d'eau potable en cas de défaillance majeure du système de production et de distribution ou de pollution importante de la ressource.

En fonction des seuils d'alerte, ces plans intègrent les processus d'information des administrations de contrôle et des usagers.

Ces plans sont soumis à l'administration dès qu'ils sont établis et en tout état de cause avant le 31 décembre 2006.

Ces plans sont régulièrement mis à jour et testés lors d'exercices réels. Un état des lieux des capacités de secours et des tests effectués est fait chaque année et joint au rapport annuel sur le prix et la qualité du service prévu par le décret n° 95-635 du 6 mai 1995.

Délai de mise en conformité et réception des travaux de protection et de traitement des eaux

Article 19 : Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations des articles 5 et 6, dans un délai maximum de 3 ans, à compter de la notification du présent arrêté.

A l'issue des travaux et au plus tard, au terme de ce délai, le Président du SMUN informe la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, et procède à une visite de conformité aux dispositions de cet arrêté, en présence du :

- Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Directeur Départemental de l'Équipement,
- Maire d'ANGLET,
- Maire de BAYONNE,
- Maire d'USTARITZ,
- l'exploitant de la station de traitement

Un procès-verbal de cette visite est dressé.

Surveillance de la qualité des eaux

Article 20:

20-1- Surveillance

Le SMUN est tenu de s'assurer que l'eau est propre à la consommation humaine et répond aux exigences prévues par le Code de la Santé Publique et les textes réglementaires en vigueur. A cet effet, il établit un plan de surveillance comprenant notamment :

- un examen régulier des installations,
- un programme, de tests ou d'analyses, effectué sur des points déterminés en fonction des risques identifiés sur ces points ; ce programme tient en particulier compte des risques recensés dans la zone d'alimentation du captage,
- la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre.

Ce plan de surveillance ainsi que ses résultats sont tenus à disposition de l'autorité compétente ainsi que des organismes de contrôle.

20-2 – Contrôle

Le SMUN est tenu de se soumettre aux programmes de vérification de la qualité de l'eau et au contrôle des installations dans les conditions fixées par les réglementations en vigueur.

Un robinet de prélèvement d'eau brute est installé sur la conduite d'exhaure.

Dispositions diverses

Article 21 : Les servitudes instituées dans les périmètres de protection sont soumises aux formalités de la publicité foncière en vigueur.

Notification individuelle du présent arrêté est faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection. Le SMUN est chargé d'effectuer ces formalités.

Article 22 : Délai et voie de recours :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de deux mois. Le délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leurs groupements, ce délai de recours est porté à quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de la présente autorisation.

Article 23 : Les conditions de réalisation et d'exploitation des ouvrages doivent satisfaire aux prescriptions fixées par le présent arrêté qui tient lieu, au titre du Code de l'Environnement, d'autorisation pour le débit prélevé, pour la réalisation du bassin tampon et pour les rejets dans la Nive.

Article 24 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de BAYONNE, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, Messieurs les Maires d'ANGLET, de BAYONNE et d'USTARITZ, M. le Président du SMUN, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs et Informations de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques et un extrait dans deux journaux du département.

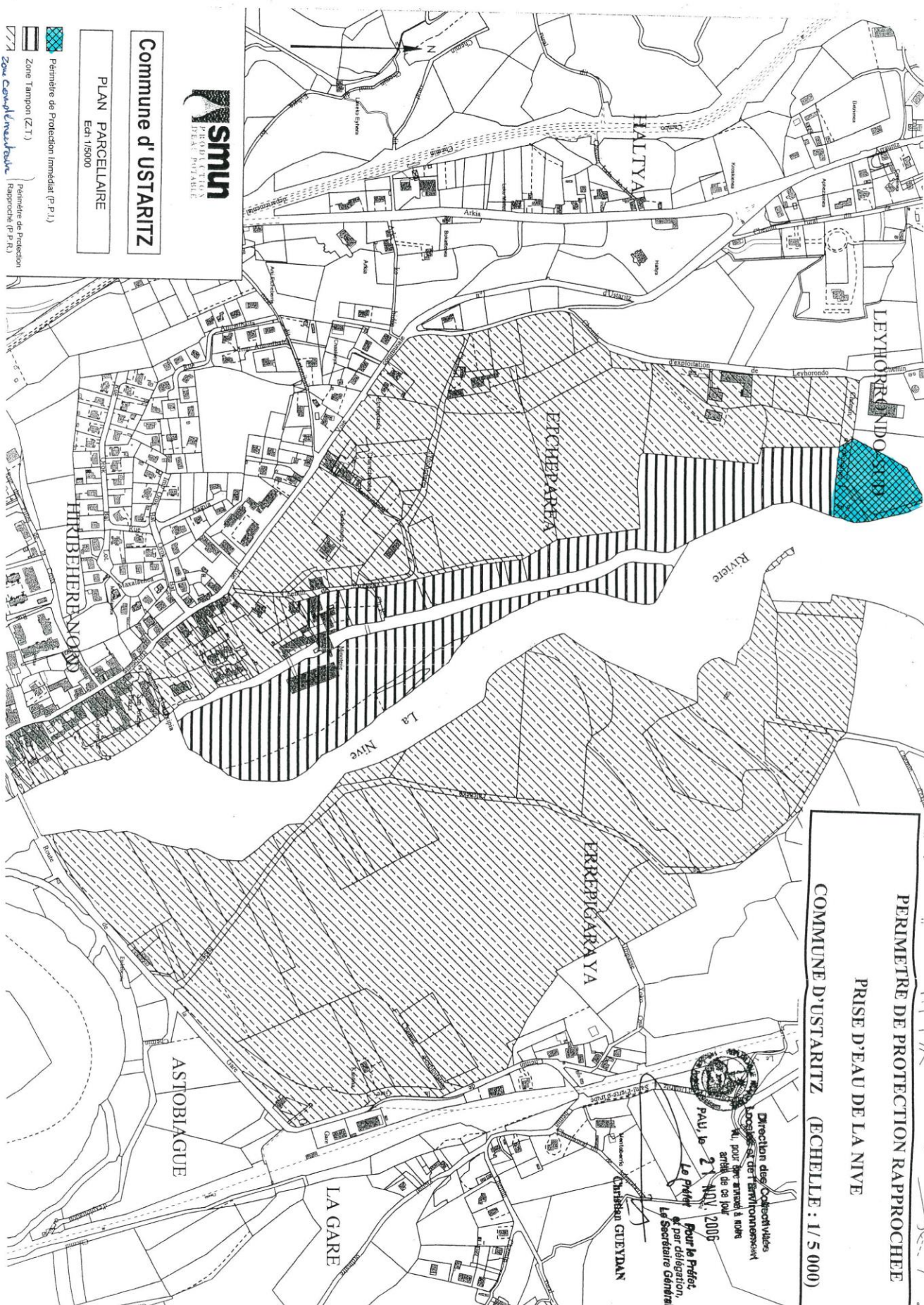


Pour amplification
par délégation
Le Chef de Bureau,

Daniel ROUTUROU
Danielle ROUTUROU

Fait à Pau, le 21 NOV. 2006
Le Préfet,
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Christian CUYDAN
Christian CUYDAN



SECURITE INCENDIE

Nouvelle réglementation départementale :

La méthodologie d'évaluation des besoins en eau (volume des quantités d'eau disponibles, débits et distances des points d'eau incendie) destinée à couvrir les risques d'incendie bâtementaire s'appuie sur la différenciation des risques courants et particuliers. Au regard de ses connaissances, le SDIS 64 classe les infrastructures et zones d'aménagement par niveau de risque

La méthode s'applique dans la continuité du S.D.A.C.R., en définissant les risques comme suit :

- risques courants dans les zones composées majoritairement d'habitations, répartis en :
 - risques courants faibles pour les hameaux, écarts... ;
 - risques courants ordinaires pour les agglomérations de densité moyenne ;
 - risques courant importants pour les agglomérations à forte densité.
- risques particuliers dans les autres zones (zones d'activités, bâtiments agricoles...)

Cette approche permet d'intégrer les contingences de terrain pour adapter les moyens de défense, dans une politique globale à l'échelle départementale, communale ou intercommunale. Il ne s'agit donc plus de prescrire de manière uniforme sur tout le territoire national les capacités en eau mobilisables. Il s'agit d'atteindre un objectif de sécurité au moyen de solutions d'une grande diversité.

Tableau récapitulatif des besoins en eau et de leurs distances par type de risque

Risques	Caractéristiques du risque	Besoins en eau** minimum requis	Distance* du point d'eau et l'entrée du bâtiment
Risque courant très faible	Exemple : incendie d'une habitation individuelle $\leq$ à 40 m ² , 2 niveaux maxi et isolée $\geq$ à 8 m	Pas de DECI	
Risque courant faible	Exemple : incendie d'une habitation individuelle $\leq$ à 250 m ² et isolée $\geq$ à 8 m R+1 et R-1	30 m ³ disponibles ou 30 m ³ /h pendant 1 heure	De 400 à 2 000 m
Risque courant ordinaire	Exemple : incendie d'un appartement situé dans un immeuble R+3	60 m ³ disponibles ou 60 m ³ /h pendant 1 heure	200 m
Risque courant important	Exemple : incendie dans un quartier historique nécessitant plusieurs engins pompes simultanément à 60 m ³ /h chacun	120 m ³ disponibles ou 60 m ³ /h pendant 2 heures	De 60 à 200 m
Risque particulier	Exemple : incendie dans un ERP du 1 ^{er} groupe	Etude spécifique du SDIS 64	

*Distance : il s'agit de la distance maximale autorisée entre le point d'eau et l'entrée principale du bâtiment. Il convient de considérer que la distance s'effectue par un cheminement praticable par les sapeurs-pompiers. Pour les colonnes sèches, la distance des 60 m est du PEI au demi-raccord de la colonne sèche.

**Besoins en eau : les quantités indiquées sont des quantités minimales, certains cas nécessiteront une étude afin de définir une DECI la plus adaptée possible (ex : bâtiment sur plusieurs niveaux avec des façades en bois).

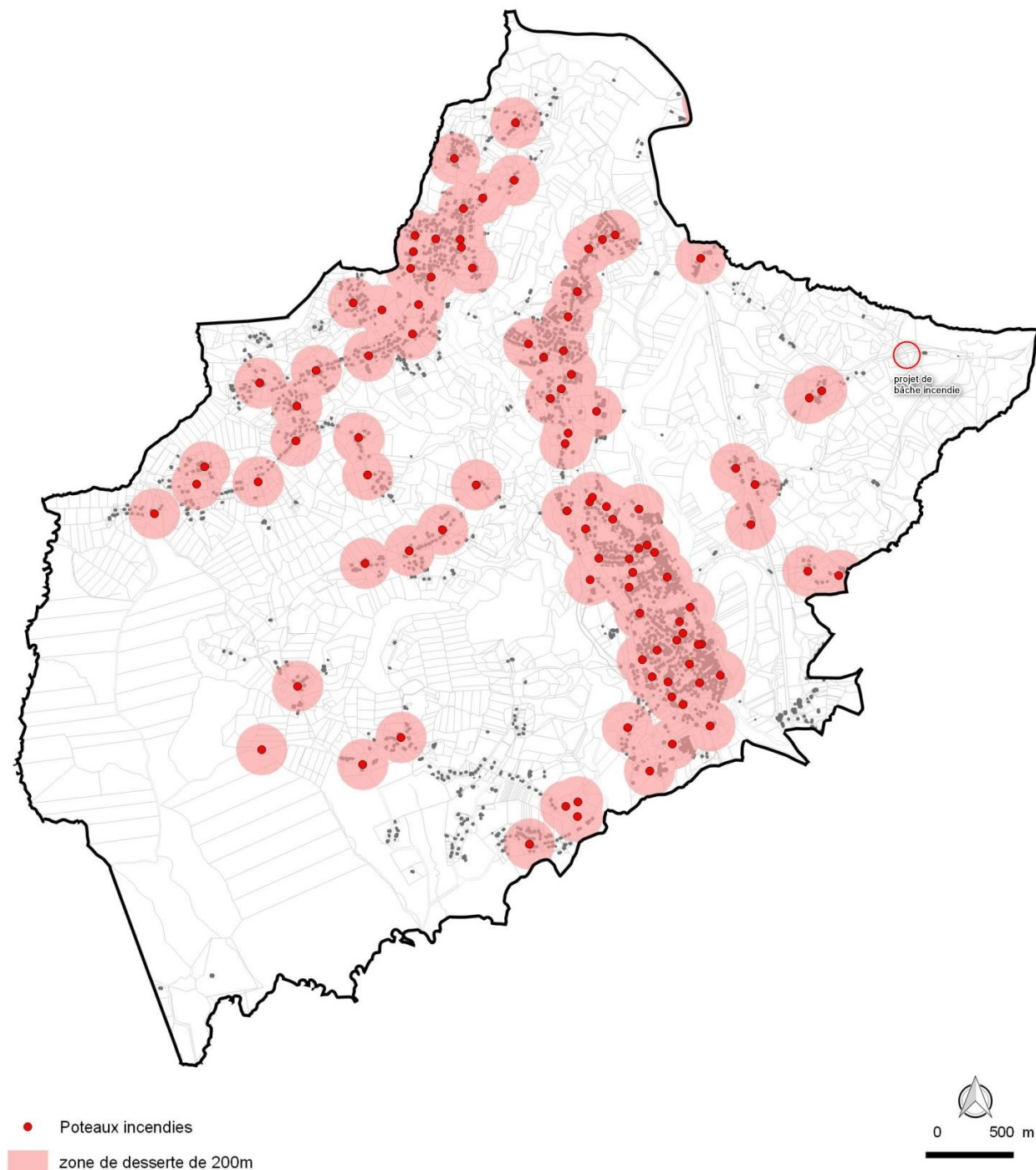
Cette approche peut ainsi conduire à une limitation des besoins en eau demandés au regard de la capacité opérationnelle des services d'incendie et de secours. En compensation, cette adaptation aux limites des capacités opérationnelles doit être mise en cohérence avec des mesures de réduction du risque à la source (mesures de prévention ; extinction automatique).

Couverture communale

La couverture incendie est assurée sur l'ensemble du territoire par près d'une centaine de poteaux incendie. Les poteaux défectueux seront mis aux normes. Une bâche incendie va être réalisée à Sokorondo.

Au regard de la distribution des poteaux incendie on notera ainsi :

- une couverture relativement satisfaisante sur l'ensemble des zones urbaines notamment le cœur du village qui comporte des ERP
- une couverture satisfaisante sur Arrautntz et Herauritz
- une couverture à améliorer sur la partie Sud



Cartographie de la couverture incendie sur les secteurs urbanisés de la commune

LES ORDURES MENAGERES

La collecte des déchets

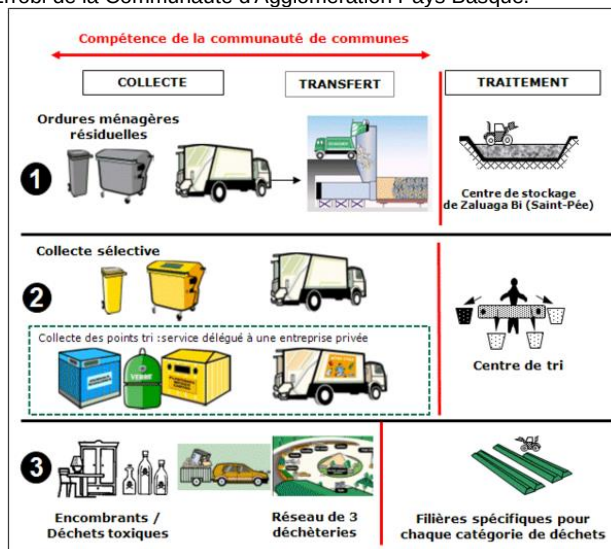
La collecte des déchets ménagers est effectuée par le Pôle Territorial Errobi de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

Organisation

Le service de collecte de la Communauté de communes Errobi regroupe 3 entités de gestion distinctes :

- La collecte des ordures ménagères résiduelles et des déchets banals des professionnels en bacs, (collecte hebdomadaire)
- La collecte des déchets recyclables en bacs jaunes ou en points d'apport volontaire, (collecte tous les 15j)
- Le réseau des 3 déchetteries (Ustaritz, Itsasu, Souraïde)

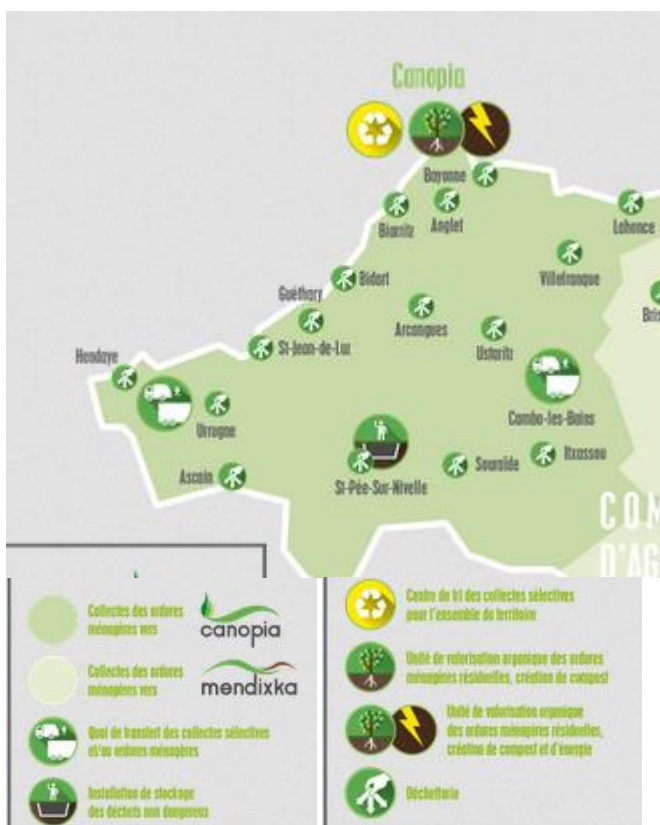
Les habitants sont équipés de bacs pour la collecte sélective et de composteurs pour ceux qui le souhaitent.



Points de collecte en apport volontaire

Les équipements existants sur la commune :

- Point d'Apport Volontaire : 13 à Cambo-les-Bains
- Verre
- Papiers
- Emballages (métalliques, cartons et bouteilles en plastique)
- de nombreux conteneurs pour le tri des emballages
- un quai de transfert des déchets collectés



Les tonnages collectés

En 2016, la production d'ordure ménagères et déchets assimilés sur Errobi atteignait 13071 tonnes (+0.54% par rapport à 2015) soit environ 535 kg/habitant avec un taux de valorisation de 70%.

Le traitement des déchets

Sources : <http://www.errobi.com>, Rapport annuel Bilta Garbi 2016,

La compétence du traitement est confiée au Syndicat Bilta Garbi.

Stratégie syndicale

Le PASS 2015-2020 présente 4 axes de travail stratégiques validés par le Comité Syndical le 13 mai 2015. Ces nouveaux objectifs ont été définis suite à la réunion d'une Commission Générale le mercredi 29 avril 2015. Ils s'inscrivent dans la continuité et visent à trouver des gains de performance possibles en termes de :

► RÉDUCTION ET TRI : OBJECTIF PRIMO

Toujours intervenir en amont sur le tri et la réduction des déchets à la source

► VALORISATION MAXIMALE : OBJECTIF TOP'VALO

Chercher à optimiser et développer la valorisation des déchets

► ECONOMIE FINANCIÈRE ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : OBJECTIF ECO'ENTAKO

Faire que les déchets deviennent source et ressource d'économie

► TRAVAIL COLLABORATIF : OBJECTIF SYNEO

Favoriser les synergies pour mieux agir ensemble

Fonctionnement

Les déchets ménagers collectés sont acheminés vers le site Canopia à Bayonne après transit par le quai de transfert de Cambo.

Au moins 50% des déchets sont valorisés en énergie. Le restant est enfoui car non valorisable. Le site d'enfouissement concernant Errobi est la zone de Zaluaga à St Pée (21746 tonnes en 2016 issus des refus de Canopia)..

Les déchets des collectes sélectives et des déchetteries s'inscrivent dans les filières spécifiques en fonction de la nature des déchets. Ces filières assurent le recyclage, la valorisation /transformation des déchets produits, ou pour les déchets spécifiques, des traitements adaptés par des filières adaptées.

LES FILIÈRES DE RECYCLAGE

A partir des déchets recyclables triés par les usagers et le centre de tri, elles produisent des « matières premières-secondaires » pour la fabrication de nouveaux objets.

	Repreneur	Destination
Métal	AFM RECYCLAGE	Bayonne
Cartons	PAPREC	Espagne
Plastiques	VALORPLAST	PET : Bayonne PEHD : Espagne
Emballages liquides alimentaires	SITA SUD-OUEST	Espagne
Journaux, Revues, Magazines	PAPREC	Espagne
Autres papiers	PAPREC	Espagne

LA PRISE EN CHARGE DES DÉCHETS DANGEREUX

COLLECTE	PRODUITS ACCEPTÉS	REPRENEURS	FILIÈRES DE TRAITEMENT, DE VALORISATION OU D'ÉLIMINATION
 APPORT EN DÉCHETTERIES (ARMOIRE SPÉCIALE)	Piles	SCRELEC	Traitement et Valorisation
	Huiles moteur	DARGELOS	Valorisation
	Déchets Ménagers Spéciaux (DMS)	SIAP VÉLIA Éco-Organisme EcoODS	Traitement et Valorisation
	Déchets de Soins des Ménages (DSM)	Eco-Organisme DASTRI	Traitement (incinération)

Tonnages traités/valorisés

En 2016, 69% des déchets produits étaient valorisés et les ordures ménagères résiduelles s'élevaient à moins de 3kg par habitant.

Le tri sélectif atteint 83kg/habitant/an en 2016 avec l'objectif de 100 kg en 2020 .

Sur le syndicat, 50 897t de déchets sont traités va l'unité de valorisation organique par méthanisation-compostage. La capacité annuelle de l'unité est de 84 000 tonnes. Le site d'enfouissement de Zaluaga dispose d'une capacité de 50 000 tonnes par an.

Unité de valorisation Organique		Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND)				Incinération		
Canopia (Bayonne)	Mendibaka (Charitte)	Zaluaga (St Pée / Nivelle)	Lapouyade (Gironde)	Clérac (Charente Maritime)	Terralyn (Aire/Adour)	Astria (Béglès)	Cyclergie (Pontaux les Forges)	Béarn Environnement (Lascar)
44 607 t	15 993 t	3 718 t	181 t	4 745 t	4 581 t	1 637 t	787 t	471 t
58%	21%	5%	0.2%	6%	6%	2%	1%	1%

Unité de Valorisation Organique par tri-méthanisation-compostage (UVO) de Canopia		
Maître d'ouvrage	Syndicat Bli Ya Garbi (Titulaire de l'arrêté d'autorisation d'exploiter)	
Exploitant	Valortegia	
Localisation	Bayonne (64)	
Capacité annuelle	84 000 t	
Date de mise en service	Avril 2014	
Déchets admis	50 897 T dont 44 607 T d'OMr	
Collectivités utilisatrices	Sied Côte Basque Sud, Hendaye, CdC Errobi, Agglomération Côte Basque-Adour, CdC Nive Adour	
Flux sortants		
Compost conforme	Production de compost répondant à la norme NFU 44-051 (au 31 août 2016) (au 15 septembre 2016)	11 657 t
Refus de tri	Exutoire : ISDND de Zaluaga Bi et d'Hazketa. A compter du 30 mai, les refus haut PCI ont été valorisés vers l'unité de valorisation énergétique Astrin à Bègles.	21 746 t
Feraille extraite	Valorisation matière (au 15 septembre 2016)	1 180 t
Energie	Biogaz produit (au 31 août 2016) ayant permis la production de :	3 883 915 Nm3
	Electricité produite	8 633 MWh
	Chaleur produite	4 658 MWh

Au final les ordures ménagères résiduelles totalisent 4650 tonnes soit 199kg/habitant (-5.58% entre 2015 et 2016) sur le pôle Errobi. La performance du tri sur Errobi est forte avec 91 kg/habitant en 2016 (moyenne sur le syndicat de 83 kg/habitant). Les déchetteries sur Errobi ont collecté 6 289 t en 2016 avec un taux de valorisation de 63% (3 945t valorisées).

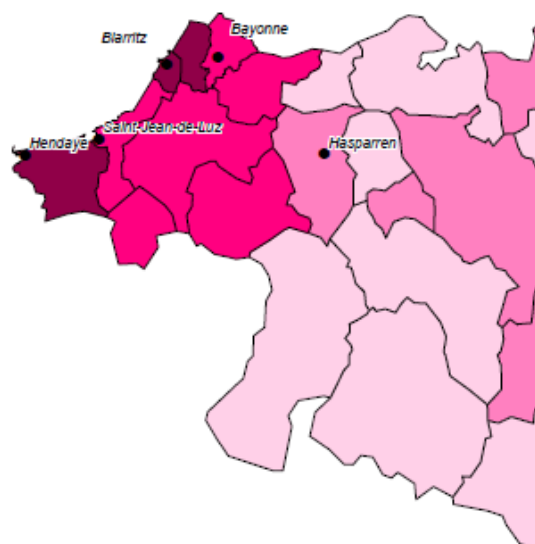
COLLECTIVITÉS ADHÉRENTES	Verre	Emballages	JRM	Total Emballages collectés 2016	Taux de détournement CS/(CS+OM)	Evolution tonnages 2015/2016	Evolution kg/hab. 2015/2016	Performance
CdC Errobi	1 006 t	449 t	676 t	2 131 t	32%	6%	4%	91 kg/hab.
TOTAL	10 605 t	5 353 t	7 285 t	23 244 t	23%	5%	4%	83 kg/hab.



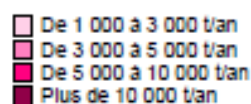
Le pôle Canopia à Bayonne

La Plan Départemental de Gestion des Déchets du BTP

Sources : plan départemental de gestion de déchets du BTP



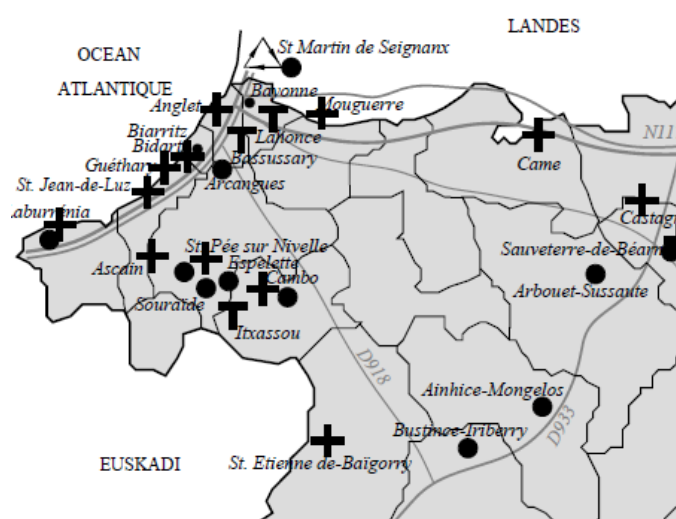
Flux de déchets en tonnes /an



Le flux de déchets des TP est estimé à 1 068 000 T/an pour le département, dont 940 000T/an de terre naturelles et 114000T/an d'autres inertes.

Les déchets concernés sont les déchets des travaux publics (route, terrassements, forage...) et les déchets du bâtiment (réhabilitation, démolition)

Flux de déchets par canton



Récapitulatif des sites d'accueils des déchets BTP

LEGENDE

- T** Zone de transit
- Centre de stockage des gravats
- △ Plate-forme de recyclage des gravats (Lescar, St Martin)
- ⊕ Déchèteries (publiques et professionnelles)
- ▲ Carrière autorisée pour accepter les gravats externes (Arudy, Aressy, Loubieng)

Plusieurs sites sont présents sur les communes voisines pour permettre la collecte des déchets BTP.

Les objectifs du plan prévoient un niveau important de valorisation des déchets et une collecte organisée.

Les points principaux de l'organisation prévue sont indiqués ci-dessous.

Objectifs	Moyens	Actions
- Lutter contre les décharges sauvages - Mettre en place un réseau de collecte de proximité - Diminuer les transports	- Offrir des possibilités d'accueil pour tous les déchets à l'ensemble des entreprises du BTP - Disposer d'un nombre suffisant de sites d'accueil adaptés dans le département ou dans les zones limitrophes	- Ouvrir en milieu rural toutes les déchèteries publiques existantes et prévues aux professionnels en fixant des conditions d'accès particulières - Favoriser l'ouverture de déchèteries professionnelles en zone urbaine. - Homogénéiser les pratiques des déchèteries publiques en zone rurale. - Créer des nouveaux centres de stockage temporaire et définitif de déchets inertes et / ou mettre en conformité les sites existants, pour obtenir une bonne couverture du département (4 grands sites et 18 petits sites à prévoir). - Faire intervenir des unités de recyclage mobile. - Prévoir la création d'une alvéole pour le stockage de l'amiante-ciment. - Attirer l'attention des pouvoirs publics sur le manque des capacités de stockage pour les DIB dans le département. - Informer les entreprises sur le réseau des points d'accueil à leur disposition.



Bayonne, le 04 JUIL. 2018



Monsieur le Préfet
Préfecture des Pyrénées-Atlantiques
2 rue Maréchal Joffre
64021 PAU Cedex

Réf. : DGAH/JB/2018/ 331

Dossier suivi par M. Julien BETBEDER,
Mission Appui aux projets, pour la
Direction Générale Adjointe Aménagement et habitat
Direction de la planification et service mutualisé A.D.S.

OBJET : Déchets inertes du BTP

**COPIE : Ensemble des Communes en procédure
d'élaboration / évolution de document d'urbanisme**

Cher

Monsieur le Préfet,

Nous revenons vers vous au sujet du stockage et de la valorisation des déchets inertes du secteur du BTP, faisant suite à votre courrier du 20 avril 2018.

Comme vous le savez, la Communauté d'Agglomération s'est dotée de la compétence facultative en matière de création et gestion de sites de valorisation et de stockage de déchets inertes d'activités du bâtiment et des travaux publics par délibération du 23 septembre 2017, qu'elle a depuis transférée au syndicat Bil Ta Garbi.

Cette prise de compétence s'accompagne de la volonté de bâtir rapidement un schéma directeur susceptible de définir le fil conducteur à moyen terme de cette politique publique, avec dans un premier temps des travaux à mener sur le recueil des besoins, et l'identification de sites potentiels de stockage et de valorisation.

Les déchets dits « inertes » des activités du bâtiment et des travaux publics sont aujourd'hui collectés et traités à l'échelle du Pays Basque par des opérateurs privés dont les capacités et les conditions de traitement sur les plans techniques et économiques peuvent apparaître insuffisantes au regard des besoins et des enjeux d'intérêt public en la matière.

Siège
15 avenue Foch - CS 88 507
64 185 Bayonne Cedex
05 59 44 72 72

Egoitza
15 Foch Etorbidea - CS 88 507
64 185 Baiona Cedex
05 59 44 72 72

Sedeñça
15 Aviençuda Foch - CS 88 507
64 185 Baiona Cedex
05 59 44 72 72

La Communauté d'Agglomération compétente en matière de documents d'urbanisme est bien consciente de l'enjeu d'inscription de sites dans les documents de planification, comme vous le demandez dans votre courrier.

Ceci étant, nos trois institutions doivent se concerter pour pouvoir mettre en place de manière efficace cette action planificatrice.

Tout d'abord, nous avons relevé que les avis de l'Etat sur les procédures d'élaboration ou de révision de documents d'urbanisme demandent presque systématiquement de traiter le sujet du stockage et de la valorisation des déchets inertes.

L'Agglomération tient compte de l'observation dans le cas du PLU d'Arcangues soumis à approbation le 23 juin 2018, mais nous nous permettons de vous indiquer qu'une telle réponse ne pourra être formulée pour chaque avis, pour deux raisons :

1. Le recensement des sites ne sera opéré que dans le cadre du schéma directeur évoqué ci-dessus.
2. Tant que les sites ne sont pas identifiés, il ne serait guère responsable de notre part d'en proposer dans les documents d'urbanisme sans études préalables sérieuses, tant cet usage des sols est impactant au niveau environnemental.

Par ailleurs, il ne nous paraît pas pertinent de traiter le sujet à l'échelle communale, mais dans un contexte intercommunal plus large.

Ainsi, nous vous proposons, si vous en êtes d'accord, d'inscrire cette problématique dans les futurs PLUi infracommunautaires qui représentent le chantier ambitieux en matière de planification à la mesure de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

Cette réflexion doit être menée à une échelle cohérente, tant pour la répartition des sites que pour l'accessibilité des entreprises, en s'appuyant de manière sérieuse et intangible sur le programme d'actions et les propositions du futur schéma directeur. Celui-ci s'attachera à apporter la plus grande attention à ce que les sites soient les moins destructeurs pour le milieu naturel, en recherchant de manière privilégiée des requalifications de friches ou carrières, des installations en milieux déjà dégradés comme des délaissés, des abords de voies comme une route à grande circulation par exemple.

Pour autant, comme l'échéancier des PLUi infracommunautaires relève du moyen terme, et qu'il y a urgence à se doter de sites opérationnels, nous vous indiquons que si des lieux sont d'ores et déjà bien identifiés et étudiés, ils pourront trouver une traduction dans les documents d'urbanisme en cours.

Enfin, nous attirons votre attention sur la nature réglementaire de la réponse à apporter. Il ne nous paraît pas opportun que ces sites soient obligatoirement localisés en zone U ou AU des PLU, ou en zone constructible des cartes communales pour trois raisons :

- La proximité avec des zones habitées n'est pas souhaitable eu égard aux sources de nuisances de ce type de plateformes vis-à-vis des riverains.
- Si les sites sont éloignés des espaces résidentiels et, par cas, ne peuvent être localisés à proximité de zones d'activités, ils sont condamnés à être relégués hors des espaces agglomérés. Or il paraît impossible de créer ex nihilo des zones urbaines en dehors de toute continuité d'agglomération, a fortiori dans les communes littorales et de montagne.
- Enfin, le prix du foncier en zone urbanisable n'est pas compatible avec le modèle économique de ce type d'équipement, qu'il soit public ou privé, et un tel classement ne ferait que renforcer l'attrait des professionnels pour les dépôts sauvages.

Siège
15 avenue Foch - CS 88 507
64 185 Bayonne Cedex
05 59 44 72 72

Egoitza
15 Foch Etorbidea - CS 88 507
64 185 Baiona Cedex
05 59 44 72 72

Sedença
15 Av. Eng. Foch - CS 88 507
64 185 Baiona Cedex
05 59 44 72 72

Dès lors, nous souhaiterions recueillir votre confirmation que ce type d'installation est compatible avec les destinations possibles dans des secteurs spécifiés de zones Naturelles des documents d'urbanisme, dès lors qu'il n'est porté atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers, ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages. Sachant que les zones NAF interdisent généralement les affouillements et exhaussements, ainsi que les installations classées pour la protection de l'environnement, il conviendrait donc de les autoriser dans le cas d'espèce.

Soyez assuré que nos services restent à votre entière disposition sur ce sujet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de nos respectueuses salutations.

Big c'vong -

La Présidente
du Syndicat
Bil Ta Garbi

Martine BISAUTA

Le Président
de la Communauté
d'Agglomération
Pays Basque,



Jean-René ETCHEGARAY

Siège
15 avenue Foch - CS 88 507
64 185 Bayonne Cedex
05 59 44 72 72

Egoitza
15 Foch Etorbidea - CS 88 507
64 185 Baiona Cedex
05 59 44 72 72

Sedeñça
15 Aviençuda Foch - CS 88 507
64 185 Baiona Cedex
05 59 44 72 72

Communauté
PAYS BASQUE
EUSKAL
EREGIOAKO
Elkargoa

COMUNE D'USTARITZ

USTARITZEKO HERRIA

P.L.U.

Plan Local d'Urbanisme

USTARITZ

Dossier d'APPROBATION

RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	
PRESCRIPTION Commune	30/09/2014
Débat PADD Commune	30/09/2015
Débat complémentaire PADD Commune	31/03/2016
Compétence CAPB Communauté d'agglomération Pays Basque	01/01/2017
Débat complémentaire PADD CAPB	10/03/2018
ARRÊT CAPB	29/09/2018
ENQUÊTE PUBLIQUE	25/09/2019 au 10/10/2019
APPROBATION CAPB	22/02/2020
ETEN Urbanisme SET Service d'Urbanisme et Territoire	6-3B Nord Echelle: 1/6000* Octobre 2019

LEGENDE

Réseau d'eaux usées

Source: UPA 2017

Réseau de refoulement

Source: UPA 2017

Station d'épuration

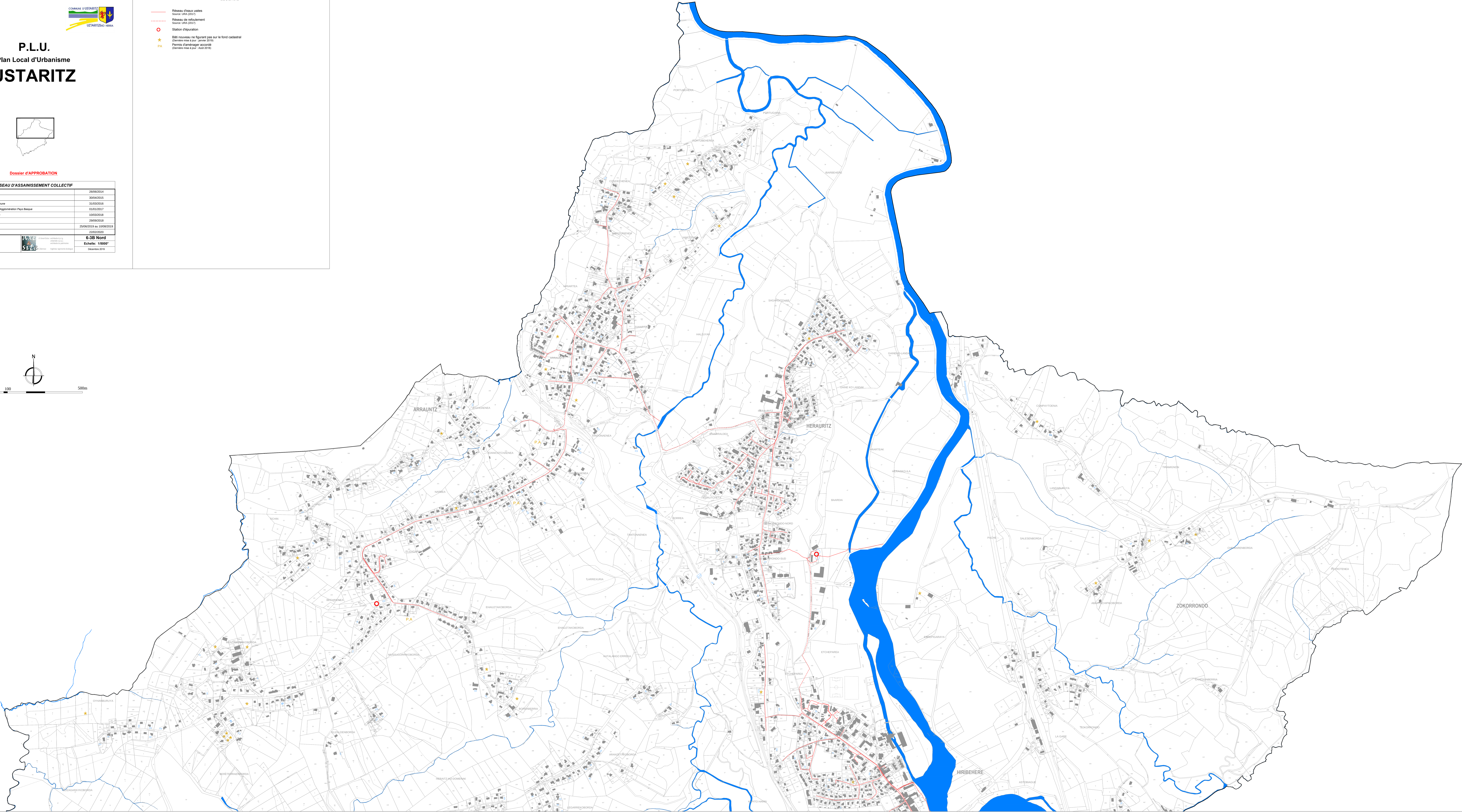
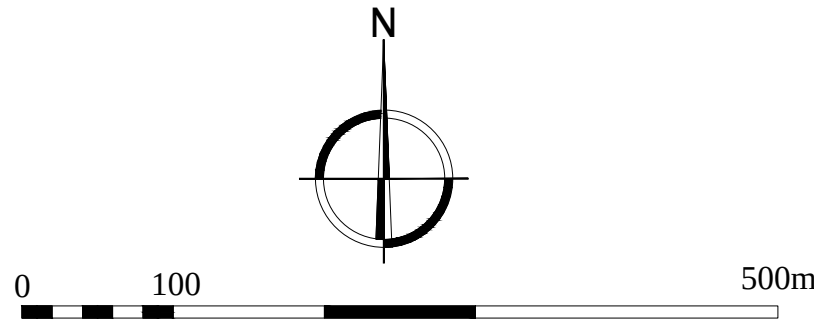
Bât nouveau ne figurant pas sur le fond cadastral

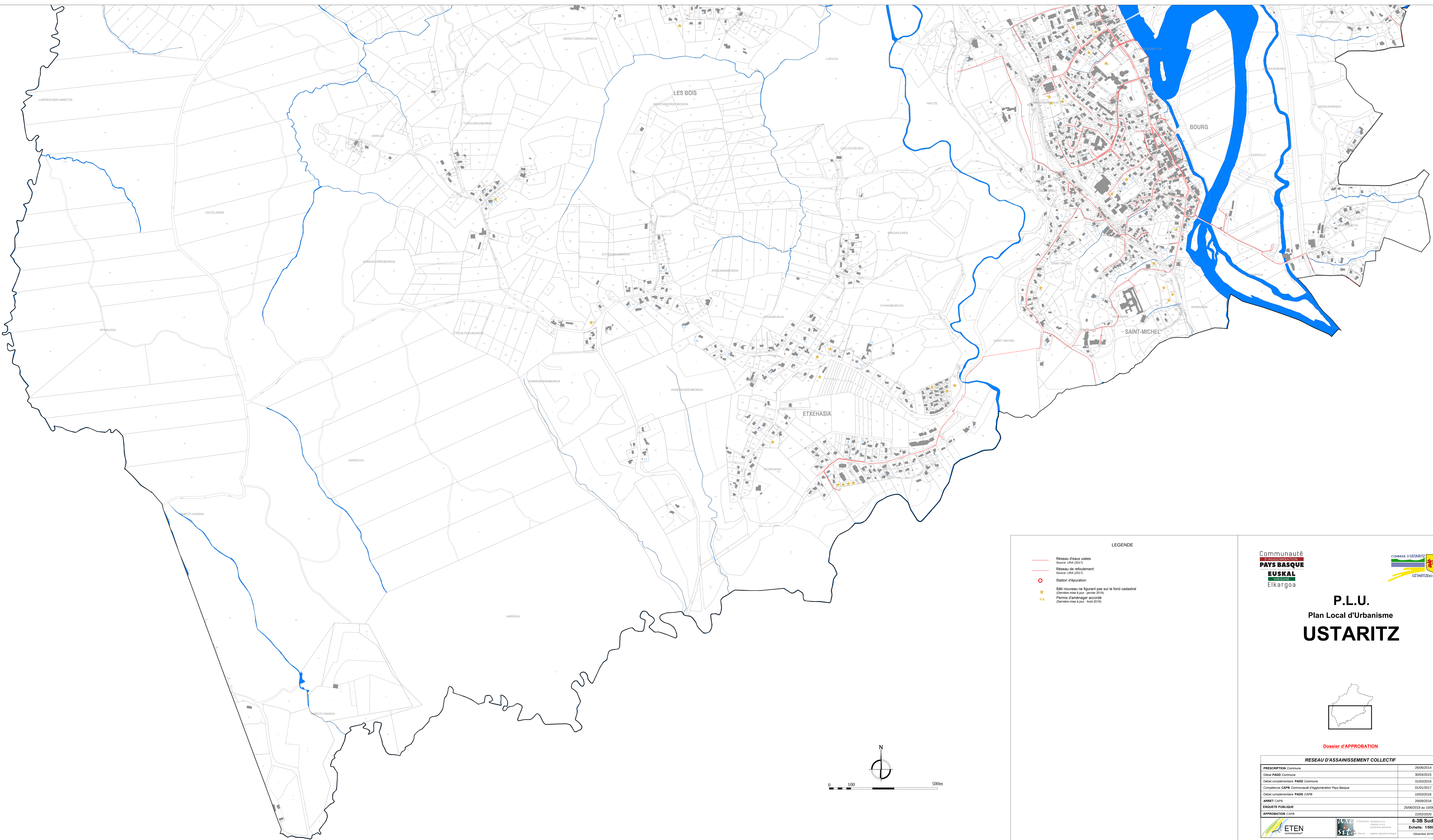
(Cherché rose à jour: janvier 2019)

Permis d'aménager accordé

(Cherché rose à jour: Août 2019)

PA

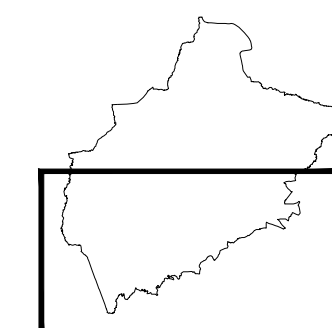




- LEGENDE
- Réseau d'eaux usées
Source: URA (2017)
 - Réseau de rejets
Source: URA (2017)
 - Station d'épuration
 - Bâti nouveau ne figurant pas sur le fond cadastral
(Dernière mise à jour : janvier 2018)
 - Permis d'aménager accordé
(Dernière mise à jour : Août 2018)
 - PA



P.L.U.
Plan Local d'Urbanisme
USTARITZ



Dossier d'APPROBATION

RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	
PRESCRIPTION Commune	25/06/2014
Débat PADD Commune	30/04/2015
Débat complémentaire PADD Commune	31/03/2016
Compétence CAPB Commune d'Agglomération Pays Basque	01/03/2017
Débat complémentaire PADD CAPB	10/03/2018
ARRÊT CAPB	29/09/2018
ENQUÊTE PUBLIQUE	25/06/2019 au 10/08/2019
APPROBATION CAPB	22/02/2020
ETEN	
6-3B Sud	
Echelle: 1:5000	
Décembre 2019	



- LEGENDE
- Réseau de distribution d'eau potable
Source: URA (2017)
 - Poteau incendie
 - Bâti nouveau ne figurant pas sur le fond cadastral
(Dernière mise à jour : janvier 2019)
 - Permis d'aménager accordé
(Dernière mise à jour : Août 2018)

Communauté
D'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE
EUSKAL
HIRIGUNE
Elkargoa



P.L.U.
Plan Local d'Urbanisme
USTARITZ



Dossier d'APPROBATION

RESEAU D'EAU POTABLE	
PRESCRIPTION Commune	26/06/2014
Débat PADD Commune	30/04/2015
Débat complémentaire PADD Commune	31/03/2016
Compétence CAPB Communauté d'Agglomération Pays Basque	01/01/2017
Débat complémentaire PADD CAPB	10/03/2018
ARRET CAPB	29/09/2018
ENQUETE PUBLIQUE	25/06/2019 au 10/08/2019
APPROBATION CAPB	22/03/2020
6-3A	
Echelle: 1/10000	

